



RAPPORT

du

TRIBUNAL CANTONAL

de l'Etat de Fribourg

sur l'administration de la justice
pour l'exercice

2007

RECHENSCHAFTSBERICHT

des

KANTONSGERICHTS

des Staates Freiburg

über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden
im Jahre

2007

SOMMAIRE / INHALTSÜBERSICHT

	page / Seite
• Partie générale	5 ss
• Allgemeiner Teil	22 ff.
• Partie statistique / Statistischer Teil	
A. Tribunal cantonal / Kantonsgericht	40 ss / 40 ff.
B. Ministère public / Staatsanwaltschaft	73 / 73
C. Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte	74 ss / 74 ff.
D. Juges d'instruction / Untersuchungsrichter	94 ss / 94 ff.
E. Justices de Paix / Friedensgerichte	97 ss / 97 ff.
F. Chambre pénale des mineurs / Jugendstrafkammer	101 ss / 101 ff.
G. Préfectures / Oberämter	110 ss / 110 ff.
• Règlements, circulaires, directives et recommandations / Reglemente, Rundschreiben, Richtlinien und Empfehlungen	113 ss / 113 ff.

AU GRAND CONSEIL

du canton de Fribourg

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux art. 104 let. b de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 et 94 de la loi d'organisation judiciaire du 22 novembre 1949, ainsi qu'à la lettre de la Commission de justice du 26 février 2008, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport annuel sur l'administration de la justice dans le canton.

1. Considérations générales

Le volume et le rythme de l'activité judiciaire sont restés soutenus en 2007.

a) Il est en soi réjouissant de constater que, chez tous les juges pénaux de première instance, le nombre d'affaires a diminué, malgré une hausse très sensible (23%) du nombre d'ordonnances pénales rendues par les préfets et leurs lieutenants. Cette diminution a été de 15% à la Chambre pénale des mineurs, de 7% à l'Office des juges d'instruction et de 12% globalement pour les tribunaux pénaux et les juges de police. Dans le domaine de la justice civile en revanche, le nombre de dossiers a connu une augmentation sensible (12%).

Au Tribunal cantonal aussi, le nombre des causes est reparti à la hausse (10%).

Partout le pourcentage des causes terminées en moins d'un an après leur enregistrement a été maintenu à un niveau très élevé. En matière de prud'hommes, globalement, plus de trois quarts des affaires le sont même en moins de six mois. Il en va de même en matière de bail.

Signe de l'embellie économique, le nombre des faillites prononcées a continué son recul (363 contre 374 en 2006, 393 en 2005 et 392 en 2004). Il n'en est pas allé de même pour les commandements de payer dont le nombre est resté stable (90'496 contre 90'500 en 2006, 91'138 en 2005 et 93'336 en 2004).

b) L'année 2007 a été marquée par la fin, au 31 décembre, du régime des justices de paix de milice ou de proximité.

Celles-ci ayant charge du domaine délicat des mesures tutélaires, il importait que le transfert se passe au mieux. Dans cette optique, le Tribunal cantonal a invité l'automne dernier les chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement à inspecter l'ensemble des justices de paix et à lui en faire rapport. Il a ensuite procédé lui-même à une visite finale, à mi-décembre.

Ce rapport est l'occasion d'exprimer à toutes les personnes, juges et collaborateurs, qui ont œuvré dans ces justices de paix de vifs remerciements pour leur dévouement et leur engagement inlassables, dispensés en toutes circonstances au profit de personnes généralement en situation douloureuse.

c) Au plan informatique, deux tâches principales ont été menées, conjointement par le Tribunal cantonal et le Tribunal administratif. L'une concerne la mise en place dans l'internet d'un portail du pouvoir judiciaire. L'autre concerne l'élaboration de documents de travail standardisés issus du programme de gestion Tribuna.

d) Au chapitre de la communication, on signale ce qui suit.

Le 5 septembre 2007, le Tribunal cantonal a rencontré le Conseil de la magistrature. Les deux autorités ont notamment discuté du contenu et du suivi des inspections en 2007, de la possibilité de déléguer à l'avenir certaines inspections au Tribunal cantonal et du transfert des tâches de surveillance du Tribunal cantonal au Conseil de la magistrature.

Lors de la rencontre annuelle, le 27 novembre 2007, avec la Commission de justice ont été abordées les questions de la réunion du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif, du rôle futur de la Commission de justice, de l'unification des procédures fédérales civile et pénale et de ses conséquences sur le plan cantonal.

La rencontre du Tribunal cantonal avec le nouveau Conseiller d'Etat en charge de la sécurité et de la justice, le 27 septembre 2007, a été l'occasion d'évoquer divers sujets d'actualité, notamment la question des pratiques en matière d'information.

Le 23 mai 2007, le Tribunal cantonal a tenu conférence de presse pour présenter son rapport annuel. A cette occasion, M. Markus Ducret, Président du Tribunal civil du Lac, a fait un exposé sur la vie quotidienne dans son tribunal et Mme Suzanne Gilomen, Vice-Présidente du Tribunal du Lac, un exposé sur l'audition des enfants dans le procès en divorce.

Dans le cadre de sa contribution à la Journée européenne de la justice civile, le Tribunal cantonal a, pour 2007, choisi le thème du dessaisissement volontaire de valeurs patrimoniales. Il a fait appel au Président de la Chambre fribourgeoise des notaires, Me Michel Mooser, Professeur titulaire à l'Université de Fribourg, qui a donné une conférence à Fribourg le 25 octobre 2007 sous le titre : "La cession de son patrimoine à ses enfants, la bonne solution ?". La conférence a été suivie d'une table ronde, à laquelle ont participé, outre le conférencier, Me Inge Waeber, avocate et notaire, à Fribourg, Mme Noëlle Chatagny, Tutrice générale de la ville de Fribourg, M. René Thomet, Directeur de la Fondation Rose d'Automne, à Villars-sur-Glâne, et M. Jean-Claude Simonet, Conseiller scientifique auprès du Service cantonal de l'action sociale. Vu le très vif intérêt suscité par le thème choisi, la conférence a été donnée en allemand à Guin, le 5 mars 2008, et sera redonnée en français à Bulle, le 28 avril 2008, et à Estavayer-le-Lac, le 6 mai 2008.

Lors de leur rencontre annuelle, le 27 novembre 2007, les membres du Tribunal cantonal et les représentants des journalistes du canton ont échangé sur le thème : "le juge est-il encore le maître de l'information en matière pénale ?". Des indications ont en outre été données aux représentants des médias sur l'évolution du système judiciaire à court et moyen termes (fusion du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif, réorganisation des justices de paix, entrée en vigueur des futures procédures civile et pénale fédérales, etc.).

La jurisprudence du Tribunal cantonal et des jugements de première instance sont publiés dans la Revue fribourgeoise de jurisprudence, sur le site internet du Tribunal cantonal et dans des revues, telles que la FamPra, la Revue du droit de tutelle, le Droit du bail, les Cahiers du bail, le Jahrbuch des Schweizerischen Arbeitsrechts (JAR), Assistalex, le Bulletin de jurisprudence pénale, le Bulletin des préposés aux poursuites et faillites, etc.

e) Le Tribunal cantonal et le Tribunal administratif ont participé au groupe de travail chargé de choisir le site du nouveau Tribunal cantonal unifié. Le Tribunal cantonal s'est déterminé sur cette question les 16 juillet et 11 octobre 2007 ainsi que lors d'une rencontre, le 22 novembre 2007, réunissant une délégation des deux Tribunaux cantonaux et du Conseil d'Etat. Il observe que le site choisi le 4 décembre 2007 par le Conseil d'Etat ne correspond pas au souhait exprimé par les autorités judiciaires supérieures du canton, comme aussi par l'Ordre des avocats fribourgeois.

f) En 2007, le Tribunal cantonal a été consulté au sujet de plusieurs avant-projets et projets d'actes législatifs et s'est déterminé en particulier sur les objets suivants :

- le projet de loi d'organisation du Tribunal cantonal;
- l'avant-projet de loi modifiant la loi sur la protection des données;
- les projets de loi sur le Tribunal fédéral des brevets et de loi sur les conseils en brevets.

Le Tribunal cantonal s'est encore déterminé, à la demande du Conseiller d'Etat, Directeur de la sécurité et de la justice, sur plusieurs projets d'ordonnances, sur des motions, postulats ou questions, dont la motion Antoinette Badoud/Emmanuelle Kaelin Murith sur la modification du code de procédure pénale (attribution de la compétence de désigner un défenseur d'office au juge de répression après la clôture de l'enquête), la motion Bruno Boschung/Albert Studer sur la prolongation de la durée de la garde à vue des mineurs et le postulat Louis Duc sur la création d'un tribunal des affaires familiales.

Il s'est également déterminé sur le rapport du groupe de travail institué par le Conseil d'Etat à la suite de l'affaire du viol collectif de Schmitten et chargé de faire des propositions sur la gestion de la communication.

2. Le Tribunal cantonal

2.1. Commentaire de la statistique

a) En général

Après une baisse en 2006, le nombre des affaires enregistrées a à nouveau augmenté en 2007 (2007: 1838; 2006: 1670; 2005: 1955). L'augmentation concerne toutes les Cours, sauf la II^e Cour d'appel civil qui affiche une diminution (2007: 153; 2006: 192).

Pour les affaires jugées en 2007 par les quatre sections principales, le temps qui s'est écoulé en moyenne entre l'enregistrement et le jugement des causes est le suivant :

	1 à 30 jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I ^e Cour d'appel civil	18	21	18	35	15	2
II ^e Cour d'appel civil	31	73	22	30	10	2
Cour d'appel pénal	11	19	23	25	17	0
Chambre pénale	77	64	47	53	11	1

Pour ces quatre sections confondues, 567 affaires sur 625 (soit 91% des causes; 2006: 89 %; 2005: 93%; 2004: 93%) ont été jugées au plus tard dans l'année qui a suivi leur enregistrement. A cause de la surcharge de travail, la liquidation d'un grand nombre de causes dans le délai d'une année a eu pour conséquence l'allongement des procédures complexes. Au reste, on se réfère aux remarques déjà formulées dans le Rapport pour l'exercice 2006. Ainsi, la durée du traitement d'une cause varie selon qu'elle est soumise à la procédure ordinaire, accélérée, sommaire ou gratuite. S'agissant de la I^e Cour d'appel civil, le dossier ne peut pas être remis au juge rapporteur avant le paiement de l'avance qui doit être demandée à chaque partie (délai de trente jours susceptible de deux prolongations de même durée!). Le traitement des affaires où les parties procèdent à l'assistance judiciaire à cause de leur indigence peut être plus rapide, aucune avance de frais n'étant requise dans ce cas. Ce calcul de la durée moyenne ne tient pas compte du fait que certaines causes n'ont pas pu être traitées plus rapidement en raison d'un motif de suspension (p. ex. à la suite de la faillite d'une partie, en vertu de l'art. 207 LP, ou dans l'attente d'une décision sur une demande de prestations de l'AI). Enfin, le principe de célérité, s'il constitue un objectif important, ne saurait reléguer au second plan la réflexion qui doit présider à l'œuvre de justice.

Le concours des juges suppléants, dont la disponibilité est restreinte du fait de leur activité principale, a été sollicité notamment en cas de récusation des juges cantonaux ainsi que, en matière pénale, en raison des exigences de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI) et de la charge de la Cour d'appel. Dans 13 affaires, le dossier a été transmis à un juge suppléant pour rapport. Dans deux d'entre elles, la section était composée exclusivement de juges suppléants à la suite de la récusation de tous les juges cantonaux.

S'agissant de la récusation des membres des autorités soumises à surveillance, renvoi soit à la partie statistique (let. A ch. 9).

b) Surveillance des autorités judiciaires

Le Tribunal cantonal a classé sans suite cinq plaintes dirigées contre un président de tribunal et deux plaintes déposées contre un juge d'instruction.

2.2. Inspections annuelles du Tribunal cantonal

Conformément à la loi (art. 97 al. 2 LOJ), le Tribunal cantonal a inspecté tous les greffes des tribunaux d'arrondissement et des chambres des tutelles, ceux des tribunaux des baux, celui de l'Office des juges d'instruction et de la Chambre pénale des mineurs, ainsi que tous les secrétariats des préfectures. Il a inspecté la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance ainsi que les greffes des justices de paix (art. 7 LOT). Le Tribunal cantonal a en outre inspecté l'Office cantonal des faillites et tous les offices de poursuites (art. 14 LP et 13 LELP). En 2007, 40 inspections réparties sur 22 journées ont été effectuées.

Le Tribunal cantonal a consacré sa séance plénière du 29 novembre 2007 à l'examen des rapports d'inspection.

2.3. Personnel

Trois greffiers adjoints du Tribunal cantonal ont démissionné pour poursuivre leur carrière ailleurs. Me Anna Ulvsbäck Noël a été remplacée par Me Sonia Bulliard Grosset, qui a renoncé à sa patente d'avocate pour rejoindre le greffe; Me Damien-Raphaël Bossy a succédé à Me David Jodry et Me Sandra Wohlhauser a été remplacée par Mme Anne Berkemeier.

M. Frédéric Penseyres et Mme Véronique Leu, licenciés en droit, ont effectué une partie de leur stage d'avocat comme greffiers.

2.4. Informatique

L'informatique améliore la gestion administrative de l'ordre judiciaire et permet de saisir précisément, du moins au niveau de la statistique, la charge des magistrats.

a) Durant l'automne, le personnel des greffes du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif a travaillé sans relâche à la préparation de la fusion (harmonisation des méthodes et des documents de travail, notamment).

b) Le Tribunal cantonal et le Tribunal administratif ont élaboré le portail internet du pouvoir judiciaire (<http://admin.fr.ch/pj/>), en ligne depuis le 31 octobre 2007. Le site comprend une partie descriptive (des organes de la justice, de leurs compétences, des fonctions judiciaires, de la surveillance et de l'administration ainsi que de la médiation), une partie juridique (jurisprudence, règlements et circulaires ainsi que lois topiques) et une partie pratique (formules de demandes en ligne, adresse de la permanence juridique, indication des places vacantes).

Le Tribunal cantonal œuvre actuellement au transfert des sites de ses sections vers le nouveau système de gestion de contenu (CMS) adopté par l'Etat pour ses sites internet.

3. Les Tribunaux d'arrondissement

a) En général

Le nombre des affaires civiles enregistrées au rôle des tribunaux est au niveau de 2006 (2007: 733; 2006: 767) alors que les affaires relevant des présidents de tribunaux civils ont augmenté de manière significative (2007: 9002; 2006: 7888). Les mesures protectrices de l'union conjugale, après s'être stabilisées en 2006, ont repris leur progression, constante depuis 1998 (1998: 54; 1999: 70; 2000: 84; 2001: 142; 2002: 191; 2003: 236; 2004: 277; 2005: 298; 2006: 264; 2007: 384).

Les causes relevant du tribunal pénal (2007: 185; 2006: 232) et du juge de police (2007: 1031; 2006: 1154) sont moins nombreuses que l'année précédente. Il faut voir dans cette diminution une conséquence de la modification, au 1^{er} janvier 2007, des compétences des juges d'instruction, qui peuvent désormais infliger des peines allant jusqu'à six mois (contre trois mois auparavant).

b) Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement

Juge de répression	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Tribunal pénal	4	48	53	38	30	5	178
Juge de police	42	442	293	193	58	12	1040

Tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Droit de la famille	28	107	58	106	89	33	421
Actions résultant des contrats	4	17	25	53	25	12	136

Président tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Divorce sur requête commune avec accord complet	5	36	262	167	25	7	502
Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification	25	167	105	61	17	3	378
Affaires pécuniaires (art. 139 LOJ)	3	118	102	62	11	3	299
Mainlevée	592	2655	60	8	0	0	3315

Juridiction des prud'hommes	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Président	13	94	25	17	4	0	153
Chambre	1	55	60	26	18	12	172

Juridiction des baux	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Président	70	178	36	16	5	1	306
Chambre	1	9	15	8	3	0	36

On se réfère aux remarques concernant les affaires liquidées par le Tribunal cantonal (ch. 2.1 let. a ci-devant). Il ressort notamment de ce tableau que 93% des affaires du juge de police et 80% des affaires du tribunal pénal sont jugées dans l'année à compter de leur enregistrement (2006: 95 % et 85 %; 2005: 95 % et 83 %; 2004: 98 % et 90 %). En matière civile, 71% des affaires en droit de la famille de la compétence du tribunal, 95% des mesures protectrices de l'union conjugale et 95% des affaires pécuniaires, de la compétence du président de tribunal, sont jugées dans l'année (2006: 72 %, 95 % et 92 %; 2005: 68 %, 94 % et 97 %; 2004: 68 %, 96 % et 97 %).

c) Tribunal de l'arrondissement de la Sarine

Les présidents relèvent que l'instruction de certaines affaires pécuniaires de la compétence du président de tribunal ne se limite pas à une seule séance et prend parfois beaucoup plus de temps qu'on ne l'imagine.

En pénal, même si le nombre d'affaires enregistrées est un peu moins élevé qu'en 2006, le volume global de travail a augmenté d'après les présidents; il n'est en particulier par rare que certains dossiers de juge de police comprennent plusieurs classeurs fédéraux.

Les présidents du tribunal pénal réitèrent leur souhait de reprendre le poste de greffier cédé à l'Office des juges d'instruction (Rapport pour l'exercice 2006, p. 14).

d) Tribunal de l'arrondissement de la Gruyère

Le Tribunal cantonal s'inquiète de la situation du Tribunal de la Gruyère. L'inspection annuelle a révélé un nombre très élevé de jugements en rédaction. Plusieurs affaires souffrent d'importants retards dans la rédaction, le retard étant même inadmissible dans certaines affaires. En décembre 2007, les présidents du tribunal ont informé le Tribunal cantonal avoir pris les mesures suivantes pour remédier à la situation, en attendant que soit pourvu le nouveau poste de président à mi-temps, attribué au tribunal – Frédérique Bütikofer Repond a entre-temps été élue à ce poste, à la session de février du Grand Conseil - : cessation des assignations jusqu'à la mi-février 2008; entrée en fonction anticipée d'un greffier-stagiaire; rédaction de certaines décisions par les présidents eux-mêmes; renonciation plus fréquente à la rédaction d'office des jugements lorsque la loi le permet; recours aux services des secrétaires, en lieu et place des greffiers, pour la tenue du procès-verbal en séance. Le Tribunal cantonal a par ailleurs ordonné le dépôt auprès de l'autorité de surveillance, chaque mois et jusqu'à nouvel avis, d'un rapport sur le nombre des dossiers en rédaction.

e) Tribunal de l'arrondissement du Lac

Le Conseil de la magistrature a élu pour cinq mois, à partir du 1^{er} octobre 2007, le Greffier-chef Peter Stoller en qualité de Président du tribunal ad hoc, pour remplacer le Président Ducret durant l'absence de celui-ci d'une part pour préparer et conduire, en qualité de Vice-Président du Tribunal de l'arrondissement de la Singine, la procédure pénale dans l'affaire Cannabioland, d'autre part pour cause de maladie.

Le président signale une augmentation dans son arrondissement des requêtes d'attribution de l'autorité parentale conjointe en procédure de divorce.

f) Tribunal de l'arrondissement de la Broye

Un président ad hoc à 50 % a été élu en la personne de Marc Sugnaux, entré en fonction le 1^{er} mai 2007. Le mandat de celui-ci a été prolongé pour six mois, jusqu'au 30 juin 2008. Un poste fixe de président à mi-temps sera mis au concours ce printemps.

Depuis la fin septembre 2007, le secrétariat du greffe s'est trouvé dépourvu de ses deux secrétaires, dont l'incapacité de travail dure toujours. Le remplacement de celles-ci n'a pas été aisé et les greffiers ont dû consacrer une partie de leur temps de travail à des tâches de secrétariat.

g) Le fonctionnement des autres tribunaux d'arrondissement, des chambres des prud'hommes, des tribunaux des baux et du Tribunal pénal économique n'appelle pas de remarques particulières.

h) Le Tribunal cantonal a soutenu en 2007 la demande des présidents des tribunaux d'arrondissement tendant à la revalorisation du statut personnel et financier des greffiers (cf. Rapport pour l'exercice 2006, p. 14 let. c). Le 7 mai 2007, le Conseil d'Etat a informé le Tribunal cantonal qu'il refusait de donner mandat à la Commission d'évaluation et de classification de procéder à une nouvelle évaluation de la fonction de greffier adjoint du tribunal d'arrondissement. Renseignements pris, l'évaluation de la fonction de greffier de première instance, y compris d'instruction pénale, aura lieu, dans le cadre du 4^{ème} mandat confié à dite Commission, après l'adoption des lois cantonales d'application des futurs code de procédure civile fédérale, code de procédure pénale fédérale et loi fédérale sur la protection de l'enfant et de l'adulte.

4. L'Office des juges d'instruction

Dans son rapport, le Président de l'Office relève que le nombre des nouveaux dossiers ouverts en 2007 a diminué de 1333 unités par rapport à 2006 et que les 84% des dossiers ouverts ont pu être clos. Alors qu'on comptait, à la fin de l'année 2006, 141 anciens dossiers – ouverts depuis plus d'une année –, ceux-ci étaient au nombre de 130 à la fin de l'année 2007, dont un, le plus ancien, date de 2001.

L'Office a enregistré 18'077 dossiers en 2007, ce qui représente une diminution de 7 % par rapport à 2006 (19'410). Les dossiers ouverts sont passés de 1842 à la fin 2006 à 2641 à la fin 2007. Les juges d'instruction ont prononcé 635 refus d'ouverture de l'action pénale (2006: 508), 7367 ordonnances de classement concernant des auteurs inconnus (2006: 6687), 203 ordonnances de classement concernant des auteurs identifiés (2006: 256), 711 ordonnances de non-lieu (2006: 622), 305 ordonnances de renvoi aux juges de répression (2006: 337), 6911 ordonnances pénales (2006: 9090), dont 363 ont été frappées d'opposition (2006: 532), 3072 ordonnances de conversion d'amendes (2006: 2559) et exécuté 111 commissions rogatoires nationales et internationales (2006: 104). Ils ont également ordonné 259 mises en détention préventive (2006: 268) pour un nombre total de 12'744 jours de détention de (2006: 12'700).

41 procédures d'application des peines ont été ouvertes en 2007; 8 demandes étaient encore pendantes au 31 décembre. Les requêtes formulées concernaient dans la majorité des cas la conversion de la peine privative de liberté de substitution en travail d'intérêt général. La plupart des requêtes ont été rejetées, les investigations ayant révélé que, si le prévenu connaissait une situation financière très précaire, celle-ci ne s'était pas aggravée depuis le prononcé de l'ordonnance pénale (art. 36 al. 3 CP).

5. Les Juges de la détention

Les deux juges de la détention, Sébastien Pedroli et Liliane Hauser, entrée en fonction le 1^{er} mars 2007, travaillent chaque mois 15 jours d'affilée, à tour de rôle.

6. Les Justices de paix et l'administration tutélaire

a) La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a la haute surveillance sur les chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement (art. 7 LOT); celles-ci ont la surveillance de l'administration tutélaire dans leur arrondissement (art. 4 LOT). Le Tribunal cantonal a inspecté toutes les justices de paix de manière centralisée, par arrondissement, dans les locaux des nouvelles justices de paix, en présence des nouveaux élus. Il a consacré trois journées à ces inspections, les 14, 18 et 19 décembre 2007. A cette occasion, il s'est inquiété du bon déroulement du transfert des dossiers aux nouvelles justices de paix.

b) La mise en place de la nouvelle organisation a été l'œuvre des juges de paix nouvellement élus, en collaboration avec les magistrats en place et le Service de la justice, par le biais essentiellement de sa conseillère juridique Lise-Marie Kummer, auprès de laquelle les nouveaux élus ont pu trouver tout le soutien nécessaire.

c) L'inspection annuelle de la Justice de paix du 2^{ème} cercle de la Gruyère, à Charmey, par la Chambre des tutelles du Tribunal d'arrondissement a révélé de graves dysfonctionnements, liés aux problèmes personnels, de santé et familiaux de la greffière. Une greffière ad hoc a été désignée en la personne de Sylviane Raboud, alors greffière de la Justice de paix du 6^{ème} cercle de la Gruyère, à Vaulruz. Celle-ci a fourni un travail considérable et de qualité pour remettre de l'ordre dans la tenue des dossiers, des inventaires, des protocoles et de la comptabilité et assurer ainsi une transmission correcte des affaires à la nouvelle justice de paix du cercle de la Gruyère. Cette collaboratrice dévouée est ici vivement remerciée.

d) La Conférence des justices de paix n'a pas eu d'activité significative durant l'exercice, ses membres étant suffisamment occupés par la réorganisation.

7. La privation de liberté à des fins d'assistance

a) Selon la loi du 26 novembre 1998 concernant la privation de liberté à des fins d'assistance (LPLFA), la Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a la haute surveillance sur la Commission de surveillance (art. 7 LOT); celle-ci exerce une surveillance générale sur les placements et les mesures ordonnées et le contrôle judiciaire de première instance (art. 16 et 18 LPLFA). La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a procédé à l'inspection de la Commission de surveillance le 4 décembre 2007. 474 décisions ont été rendues en 2007 en matière de privation de liberté. La Commission a connu de 59 demandes de contrôle judiciaire. Le président de la Chambre des tutelles du Tribunal cantonal se fait produire un exemplaire de ces décisions.

b) L'Hôpital cantonal de Marsens adresse à la Commission tous les trois mois un état des personnes placées. Les avis de placement (art. 12 al. 4 LPLFA) sont régulièrement communiqués à la Commission.

c) Raphaël Andrey, assistant social, a été élu assesseur avec effet au 1^{er} janvier 2008, en remplacement de Stefan Trummer, démissionnaire.

8. La Chambre pénale des mineurs

a) 1876 affaires ont été enregistrées en 2007 (2199 en 2006). Cette diminution de 15 % des affaires en une année est réjouissante, s'agissant de délinquance juvénile. Le président de la Chambre y voit plusieurs explications possibles. Sans doute, les autorités policières et judiciaires ont-elles fait le forcing à la fin de l'année 2006 pour terminer les rapports et rendre le maximum de jugements sous le régime de l'ancienne loi. En outre, avec le rehaussement de l'âge des auteurs d'infractions (7 à 10 ans), plusieurs dossiers, en particulier ceux ayant trait à la LCR, n'ont vraisemblablement pas été déposés sur le bureau des juges. Il est également possible que le travail préventif de la police (incorporation d'un enseignant à la brigade des mineurs et présence policière dans les rues et les points "chauds" du canton) et des juges (conférences, cours, débats publics, etc...) commence à produire des effets positifs. Sans doute, l'élimination de bandes, en particulier à Fribourg, Morat et Bulle, et le passage de quelques meneurs à l'âge adulte ont réduit le nombre des multirécidivistes qui occupent continuellement la justice. Enfin, le tapage médiatique et les propos forts des politiciens en cette année électorale ont peut-être eu un effet dissuasif chez plusieurs jeunes et leurs parents qui ont pris conscience des conséquences sévères qui les attendaient, par exemple le renvoi pour les étrangers.

La baisse des dénonciations est propre à tous les arrondissements, à l'exception de celui de la Singine.

b) Les juges des mineurs ont délégué 99 affaires concernant 161 mineurs au Bureau de la médiation pénale des mineurs, qui comprend trois médiateurs se partageant un 150%. 73 affaires ont abouti à un accord, 29 n'ont pas abouti et 31 dossiers étaient en cours au 31 décembre 2007.

La Cour d'appel pénal du Tribunal cantonal ayant retenu dans un arrêt du 8 août 2007 que la procédure de médiation ne suspendait pas la prescription de l'action pénale, les médiateurs ont été invités à accélérer le processus de médiation.

L'autorité de surveillance du Bureau de la médiation pénale des mineurs n'étant toujours pas désignée, le président de la Chambre se demande s'il ne serait pas judicieux de confier cette tâche au Conseil de la magistrature.

c) Les infractions contre le patrimoine (à l'exception des dommages à la propriété) ont assez fortement progressé, alors que celles réprimées par les lois fédérales sur les stupéfiants et sur les transports publics ont

chuté (il s'agit d'ailleurs de la plus forte baisse depuis 1998 pour les infractions à la LStup). Il est difficile d'en donner les raisons. En ce qui concerne l'augmentation des vols, le président de la Chambre souligne l'attrait toujours plus marqué des jeunes pour les articles de marque. Cette envie de posséder ce que les copains ont pu se procurer pousse certains mineurs à voler. La diminution des infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants, alors qu'il est incontesté que beaucoup de jeunes consomment des produits défendus, trouve une explication dans le flou qui entoure la dépénalisation ou la libéralisation du cannabis. Enfin, les mesures prises par les entreprises de transports publics (contrôle serré, dénonciation systématique, mais aussi présence de grands frères, de médiateurs) et le travail assidu du Service social de la Chambre pénale des mineurs pour obtenir réparation sont sans doute à la base de ce renversement de situation.

d) La violence chez les jeunes, thème largement débattu et médiatisé en 2007, n'a, selon les statistiques, pas subi d'important changement : parfois en augmentation (lésions corporelles simples, rixe, agression et brigandage), parfois en diminution (voies de fait, extorsion, injure, menaces, contrainte, séquestration, infractions contre l'autorité publique). Il en est de même des infractions commises contre l'intégrité sexuelle. Si le phénomène de la violence est bien présent et mérite toute l'attention des autorités, le président de la Chambre relève qu'il ne s'est heureusement pas étendu et n'atteint pas, en Suisse, l'ampleur constatée à l'étranger, notamment en France.

e) De l'avis du président de la Chambre, le nouveau droit pénal des mineurs présente des incohérences et le juge pénal des mineurs est confronté aux difficultés suivantes dans son application.

aa) La présence des avocats, justifiée en cas de privation de liberté, dès la 24^{ème} heure et alors que le mineur et ses représentants légaux n'en veulent pas, complique et ralentit indéniablement la procédure. Par ailleurs, cette présence obligatoire apparaît excessive et plutôt rigide lorsqu'il s'agit d'une institution spécialisée pour jeunes.

bb) L'exécution des mesures et des peines est si détaillée et parfois inepte que, d'une part, le travail de l'autorité d'exécution est particulièrement lourd, voire disproportionné par rapport à certains cas bénins et, d'autre part, le délinquant récalcitrant s'en tire sans même devoir exécuter sa peine. Ainsi, le mineur de plus de 15 ans (par exemple un requérant d'asile mineur non accompagné) qui refuse d'effectuer les travaux imposés (malgré un avertissement), puis ne paie pas l'amende (malgré un ou deux rappels) à la suite d'une conversion, ne subira aucune autre sanction, puisque la conversion de l'amende en peine privative de liberté est exclue si le mineur est insolvable sans qu'il y ait faute de sa part. Il en va de même pour le mineur âgé de moins de 15 ans. Le droit pénal des mineurs prévoit qu'une personne doit les accompagner et surveiller l'exécution de leur prestation. Or, ni la Chambre pénale des mineurs ni le Service de l'Enfance et de la Jeunesse ne dispose du personnel nécessaire pour accompagner ces jeunes pendant des journées entières. Au surplus, aucune mesure de conversion ne peut être appliquée en cas d'inexécution.

cc) L'obligation d'une expertise dans les cas de placement en milieu fermé ou en cas de doute sur la santé physique ou psychique d'un jeune semble exagérée et son application reste un véritable casse-tête, vu le manque chronique d'institutions pour ce genre d'individus.

dd) L'obligation de soumettre le mineur à un accompagnement lors de chaque condamnation à une peine avec sursis engendre un travail supplémentaire et certainement inutile au Service de l'Enfance et de la Jeunesse, déjà surchargé. En effet, lorsque le juge constate que le comportement du mineur ne prête pas le flanc à la critique, que celui-ci est bien entouré par sa famille et que, partant, aucune mesure du droit pénal des mineurs n'est nécessaire, il apparaît inopportun d'ordonner un accompagnement au mineur condamné par exemple à une amende de 100 francs avec sursis durant six mois pour une affaire bénigne.

f) Le président souligne une nouvelle fois la difficulté pour le juge des mineurs fribourgeois de faire exécuter les mesures ou les peines infligées dans des délais raisonnables. L'absence d'un centre d'exécution de peines pour les mineurs délinquants romands constitue une énorme lacune dans le système de prise en charge instauré par le droit pénal des mineurs.

9. L'Office des faillites et les Offices des poursuites

a) L'Office des faillites

Interrogée par l'Office, la II^e Cour d'appel civil du Tribunal cantonal a rappelé la constance de sa pratique relative au dépôt du montant à rembourser auprès de l'autorité judiciaire supérieure à l'intention du créancier en cas de recours contre un jugement de faillite. Ce montant peut ainsi être déposé auprès du tribunal d'arrondissement, qui doit alors le transmettre d'office à la Cour. La Cour a d'autre part admis que la consignation auprès de l'Office cantonal des faillites et l'office des poursuites réalisait la condition de l'art. 174 al. 2 ch. 2 LP. Elle a suggéré à l'Office, dans de tels cas, d'aviser l'intéressé des conditions de l'annulation de la faillite par l'autorité de recours.

b) Les Offices des poursuites

Lors de sa séance plénière du 28 juin 2007, le Groupement des préposés aux poursuites et faillites du canton a décidé que les extraits du registre seraient désormais délivrés au requérant sous une forme résumée, sauf si celui-ci requiert une liste détaillée. Cette liste résumée continuerait à être facturée 17 francs, correspondant aux 9 francs d'émolument de base et 8 francs pour une page (plus les frais postaux). Sur requête expresse de l'intéressé, des renseignements détaillés seront fournis et facturés au tarif de 9 francs plus 8 francs par page (plus les frais postaux).

Interrogée par certains services et institutions sur la légalité de cette manière de procéder des préposés aux offices des poursuites, la Chambre des poursuites et des faillites l'a estimée conforme à l'ordonnance sur les émoluments perçus en application de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, ce d'autant qu'elle a été approuvée par le Tribunal fédéral. La Chambre a par ailleurs relevé que les préposés ont prévu, dans un but social, que, sur demande, le débiteur peut obtenir gratuitement une liste de ses poursuites lorsqu'elle est destinée à son propre usage.

Une enquête administrative au sein de l'Office des poursuites du Lac a conduit au départ de la comptable. Il n'y a actuellement pas de substitut en place dans cet Office.

Le traitement des affaires dans les offices des poursuites du canton n'appelle pas de remarques particulières.

L'évolution des poursuites et des faillites dans le canton ressort de la partie statistique.

Nous avons l'honneur, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, de vous assurer de notre haute considération.

Fribourg, le 19 mars 2008

Le Greffier-chef :

Henri ANGELOZ

Le Président :

Hubert BUGNON

AN DEN GROSSEN RAT

des Kantons Freiburg

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Grossräte

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 104 Bst. b der Kantonsverfassung vom 16. Mai 2004, gemäss Art. 94 des Gesetzes über die Gerichtsorganisation vom 22. November 1949 und gemäss dem Schreiben der Justizkommission vom 26. Februar 2008 unseren Jahresbericht über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden des Kantons Freiburg zu unterbreiten.

1. Allgemeine Bemerkungen

Sowohl das Arbeitsvolumen als auch der Arbeitsrhythmus der Justizbehörden sind im Jahr 2007 hoch geblieben.

a) An sich ist es erfreulich festzustellen, dass die Anzahl behandelter Fälle bei sämtlichen erstinstanzlichen Strafrichtern abgenommen hat, obwohl gleichzeitig die Oberamtsmänner und ihre Stellvertreter wesentlich mehr Strafbefehle erlassen haben (23%). Bei der Jugendstrafkammer konnte ein Rückgang von 15%, bei den Untersuchungsrichtern ein solcher von 7% und bei den Strafgerichten und den Polizeirichtern von gesamthaft 12% verzeichnet werden. Die Anzahl Dossiers bei den Zivilgerichten hingegen hat um 12% zugenommen.

Die Anzahl Fälle vor dem Kantonsgericht hat um 10% zugenommen.

Der Prozentsatz der Fälle, welche in weniger als einem Jahr nach deren Eingang erledigt wurden, bleibt weiterhin überall sehr hoch. Insgesamt werden mehr als drei Viertel der Fälle der Gewerbegerichtsbarkeit und der Mietgerichtsbarkeit in weniger als sechs Monaten erledigt.

Im Zuge der günstigen Wirtschaftslage hat die Anzahl eröffneten Konkurse weiter abgenommen (363 anstelle von 374 im Jahr 2006, 393 im Jahr 2005 und 392 im Jahr 2004). Die Zahlungsbefehle sind diesem Trend nicht gefolgt und blieben stabil (90'496 gegenüber 90'500 im Jahr 2006, 91'138 im Jahr 2005 und 93'336 im Jahr 2004).

b) Der 31. Dezember 2007 bedeutete das Ende der nebenamtlichen und dezentralen Friedensgerichte.

Da diese mit der heiklen Aufgabe der vormundschaftlichen Massnahmen betraut sind, musste der Systemwechsel bestmöglich umgesetzt werden. Im Hinblick darauf hat das Kantonsgericht im letzten Herbst die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte aufgefordert, alle Friedensgerichte zu inspizieren und ihm Bericht zu erstatten. Mitte Dezember hat es selbst einen Abschlussbesuch gemacht.

Mit diesem Bericht soll allen Richtern und Mitarbeitern, die in diesen Friedensgerichten gearbeitet haben, gedankt werden für den steten, aufopfernden Einsatz, der unter allen erdenklichen Umständen zugunsten von Leuten geleistet wurde, die sich im Allgemeinen in einer schmerzlichen Situation befanden.

c) Bezüglich der Informatik wurden zwei Hauptaufgaben gemeinsam vom Kantonsgericht und Verwaltungsgericht gelöst. Die eine betraf die Schaffung eines Internetportals für die richterliche Gewalt, die andere die Vereinheitlichung des Erscheinungsbildes aller Textdokumente sowie deren Einbindung ins Dossierverwaltungssystem Tribuna.

d) Unter der Rubrik Mitteilungen weisen wir auf Folgendes hin:

Am 5. September 2007 traf das Kantonsgericht den Justizrat. Die beiden Behörden haben sich namentlich mit dem Inhalt und den Folgen der Inspektionen des Jahres 2007, mit der Möglichkeit, inskünftig bestimmte Inspektionsaufgaben dem Kantonsgericht zu delegieren, sowie mit der Übertragung der Aufsichtsaufgaben des Kantonsgerichts auf den Justizrat befasst.

Anlässlich des jährlichen Treffens mit der Justizkommission vom 27. November 2007 wurden die Fragen der Vereinigung des Kantonsgerichts mit dem Verwaltungsgericht, die künftige Rolle der Justizkommission, die Vereinheitlichung der zivil- und strafprozessualen Verfahren auf eidgenössischer Ebene und deren Konsequenzen auf kantonaler Ebene besprochen.

Die Begegnung des Kantonsgerichts mit dem neuen Sicherheits- und Justizdirektor am 27. September 2007 bot Gelegenheit für einen Meinungsaustausch bezüglich verschiedener aktueller Themen, insbesondere des Umgangs mit der Information.

Am 23. Mai 2007 hat das Kantonsgericht seinen Tätigkeitsbericht an einer Pressekonferenz vorgestellt. Bei dieser Gelegenheit konnte Herr Markus Ducret, Präsident des Zivilgerichts des Seebezirks, den Alltag in seinem Gericht vorstellen, und Frau Suzanne Gilomen, Vize-Präsidentin des Gerichts des Seebezirks, die Anhörung von Kindern im Scheidungsprozess schildern.

Im Rahmen seines Beitrags zum europäischen Tag der Ziviljustiz hat das Kantonsgericht 2007 das Thema des freiwilligen Verzichts auf Vermögensgegenstände ausgewählt. Dazu hat es den Präsidenten der Freiburger Notariatskammer, Herrn Michel Mooser, Titularprofessor an der Universität Freiburg, eingeladen. Dieser hielt am 25. Oktober 2007 einen Vortrag zum Thema „Ist die Vermögensabtretung an die eigenen Kinder die richtige Lösung?“. Nach diesem Referat fand ein runder Tisch statt, an dem der vorgenannte Referente, Frau Rechtsanwältin und Notarin Inge Waeber, Freiburg, Frau Noëlle Chatagny, Amtsvormundin der Stadt Freiburg, Herr René Thomet, Direktor der Stiftung Rose d'Automne in Villars-sur-Glâne und Herr Jean-Claude Simonet, wissenschaftlicher Mitarbeiter des kantonalen Sozialamtes teilnahmen. Da das Thema ein grosses Interesse geweckt hat, wurde dieser Vortrag am 5. März 2008 in Düdingen wiederholt und wird am 28. April 2008 in Bulle und am 6. Mai 2008 in Estavayer-le-Lac.

Beim alljährlichen Treffen zwischen dem Kantonsgericht und den Vertretern der kantonalen Presse am 27. November 2008 wurde die Frage „Beherrscht der Strafrichter die Information überhaupt noch?“ erörtert. Die Vertreter der Medien wurden über die kurz- und mittelfristigen Änderungen im Justizsystem orientiert (Fusion des Kantonsgerichts mit dem Verwaltungsgericht, Neuorganisation der Friedensgerichte, Inkrafttreten der künftigen eidgenössischen Zivil- und Strafprozessordnungen usw.).

Die Rechtsprechung des Kantonsgerichts und der erstinstanzlichen Gerichte wird in der Freiburger Zeitschrift für Rechtsprechung, auf der Internetseite des Kantonsgerichts und in Fachzeitschriften wie FamPra, in der Zeitschrift für Vormundchaftswesen, im Droit du bail, in den Cahiers du bail, im Jahrbuch des Schweizerischen Arbeitsrechts (JAR), in Assistalex, in der Rechtsprechung in Strafsachen und in den Blättern für Schuldbetreibung und Konkurs, usw. veröffentlicht.

e) Das Kantonsgericht und das Verwaltungsgericht haben in der Arbeitsgruppe für die Wahl des Standortes für das neue vereinigte Kantonsgericht mitgearbeitet. Das Kantonsgericht hat seine Stellungnahme am 16. Juli und am 11. Oktober 2007 sowie anlässlich eines Treffens am 22. November 2007 zwischen einer Delegation der beiden Gerichte und dem Staatsrat abgegeben. Es hält fest, dass der am 4. Dezember 2007 gewählte Standort weder den Wünschen der höheren kantonalen Justizbehörden noch des Freiburger Anwaltsverbandes entspricht.

f) Das Kantonsgericht ist im Jahr 2007 zu mehreren Gesetzesvorentwürfen oder -entwürfen angehört worden und hat insbesondere zu folgenden Gegenständen Stellung genommen:

- Entwurf des Gesetzes über die Organisation des Kantonsgerichts;
- Vorentwurf des Gesetzes zur Anpassung des Datenschutz-gesetzes;
- Entwürfe des Bundesgesetzes über das Bundespatentgericht und des Patentanwaltsgesetzes.

Darüber hinaus hat das Kantonsgericht auf Anfrage des für Sicherheit und Justiz zuständigen Staatsrates zu mehreren Verordnungsentwürfen, Motionen, Postulaten und parlamentarischen Anfragen Stellung genommen, namentlich zur Motion Antoinette Badoud/Emanuelle Kaelin Murith über die Änderung der Strafprozessordnung (Zuständigkeit des Strafrichters, nach Abschluss des Verfahrens einen amtlichen Verteidiger zu ernennen), zur Motion Bruno Boschung/Albert Studer über die Verlängerung des Polizeigewahrsams bei Jugendlichen sowie zum Postulat Louis Duc über die Schaffung eines Familiengerichts.

Weiter hat es Stellung bezogen zum Bericht der nach dem Fall der kollektiven Vergewaltigung in Schmittlen vom Staatsrat eingesetzten Arbeitsgruppe, welche Vorschläge zur Informationspraxis ausarbeiten sollte.

2. Das Kantonsgericht

2.1. Bemerkungen zur Statistik

a) Allgemeines

Nach einer 2006 verzeichneten Abnahme hat die Zahl der anhängig gemachten Fälle 2007 wieder zugenommen (2007: 1838; 2006: 1670; 2005: 1955). Diese Zunahme konnte bei allen Höfen ausser dem II. Zivilappellationshof (Abnahme von 2006: 192 auf 2007: 153) festgestellt werden.

Durchschnittlich verstrich zwischen der Einregistrierung und der Urteilsfällung für die vier grössten Höfe im Jahr 2007 folgende Zeit:

	1-30 Tage	1-3 Mte	3-6 Mte	6-12 Mte	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	18	21	18	35	15	2
II. Zivilappellationshof	31	73	22	30	10	2
Strafappellationshof	11	19	23	25	17	0
Strafkammer	77	64	47	53	11	1

In den vier grössten Höfen des Kantonsgerichts konnten 567 der insgesamt 625 Angelegenheiten (d. h. 91 % der Fälle, gegenüber 89 % im Jahr 2006, 93 % im Jahr 2005 und 93 % im Jahr 2004) innert Jahresfrist nach ihrer Einregistrierung abgeurteilt werden. Aufgrund der Arbeitsüberlastung hat die Erledigung einer grossen Anzahl von Angelegenheiten innert Jahresfrist jedoch die Verlängerung komplexer Verfahren zur Folge gehabt. Die im Rechenschaftsbericht für das Jahr 2006 angebrachten Bemerkungen behalten ihre Gültigkeit. So hängt die Verfahrensdauer einer Angelegenheit davon ab, ob diese dem ordentlichen, beschleunigten, summarischen oder kostenlosen Verfahren unterliegt. Was den I. Zivilappellationshof betrifft, ist anzumerken, dass die Akten erst an den Bericht erstattenden Richter weitergeleitet werden können, wenn beide Parteien den geforderten Kostenvorschuss geleistet haben (sie verfügen dafür über eine Frist von 30 Tagen, die je zweimal im gleichen Umfang verlängert werden kann!). Angelegenheiten, in denen die Parteien aufgrund ihrer Mittellosigkeit im Genuss der unentgeltlichen Rechtspflege stehen, können rascher behandelt werden, weil in diesen Fällen keine Kostenvorschüsse einzufordern sind. Nicht berücksichtigt werden konnte in der vorliegenden Berechnung der durchschnittlichen Verfahrensdauer die Tatsache, dass verschiedene Angelegenheiten nicht rascher erledigt werden konnten, weil ein Sistierungsgrund vorlag (z. B. als Folge des Konkurses einer Partei in Anwendung von Art. 207 SchKG, oder weil eine Verfügung über ein IV-Gesuch abzuwarten war). Schliesslich darf das Beschleunigungsgebot, auch wenn es ein wichtiges Ziel darstellt, nicht dazu führen, dass die nötigen Abklärungen und rechtlichen Vertiefungen, von der sich die Gerichte leiten lassen sollten, in den Hintergrund gedrängt werden.

Auf die Mitarbeit der Ersatzrichter, deren Verfügbarkeit aufgrund ihrer hauptberuflichen Tätigkeit eingeschränkt ist, wurde insbesondere in jenen Fällen zurückgegriffen, in denen die Kantonsrichter in den Ausstand treten mussten, sowie in Strafsachen aufgrund der Anforderungen des Bundesgesetzes über die Hilfe an Opfer von Straftaten (OHG) und wegen der Arbeitslast des Strafappellationshofs. In 13 Angelegenheiten wurden die Akten einem Ersatzrichter zur Berichterstattung übermittelt. In drei dieser Angelegenheiten wurde eine Abteilung ausschliesslich aus Ersatzrichtern gebildet, weil sich sämtliche Kantonsrichter im Ausstand befanden.

Was den Ausstand der Mitglieder jener Behörden betrifft, die der Aufsicht des Kantonsgerichts unterstehen, sei auf den statistischen Teil verwiesen (Bst. A Ziff. 9).

b) Aufsicht über die Gerichtsbehörden

Das Kantonsgericht hat fünf gegen einen Gerichtspräsidenten und zwei gegen einen Untersuchungsrichter gerichtete Beschwerden ohne Folge klassiert.

2.2. Jährliche Inspektionen des Kantonsgerichts

Dem gesetzlichen Auftrag nachkommend (Art. 97 Abs. 2 GOG) hat das Kantonsgericht die Gerichtsschreibereien der Bezirksgerichte, der Vormundschaftskammern und der Mietgerichte, jene des Untersuchungsrichteramtes und der Jugendstrafkammer sowie sämtliche Sekretariate der Oberämter inspiziert. Weiter hat es die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorglichen Freiheitsentziehung sowie die Gerichtsschreibereien der Friedensgerichte inspiziert (Art. 7 GOV). Schliesslich hat das Kantonsgericht auch das

Kantonale Konkursamt und alle Betreibungsämter (Art. 14 SchKG und Art. 13 EGSchKG) inspiziert. Insgesamt wurden im Jahr 2007 40 Inspektionen, verteilt auf 22 Tage, durchgeführt.

Das Kantonsgericht hat seine Plenarsitzung vom 29. November 2007 der Überprüfung der Inspektionsberichte gewidmet.

2.3. Personal

Drei Gerichtsschreiber-Adjunkte des Kantonsgerichts haben demissioniert, um ihre berufliche Laufbahn anderswo fortzusetzen. Rechtsanwältin Anna Ulvsbäck wurde durch Rechtsanwältin Sonia Bulliard Grosset ersetzt, die auf ihr Anwaltspatent verzichtete, um Gerichtsschreiberin zu werden; Rechtsanwalt Damien-Raphaël Bossy hat die Nachfolge von Rechtsanwalt David Jodry angetreten und Rechtsanwältin Sandra Wohlhauser wurde durch Frau Anne Berkemeier ersetzt.

Herr Frédéric Penseyres und Frau Véronique Leu, beide lic. iur., haben einen Teil ihres Anwaltspraktikums als Gerichtsschreiber absolviert.

2.4. Informatik

Die Informatik verbessert die Verwaltung des Justizwesens und erlaubt es, zumindest in statistischer Hinsicht, die Arbeitslast der Magistratspersonen zu erfassen.

a) Im Herbst haben das Personal der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts und dasjenige des Verwaltungsgerichts mit grossem Einsatz die Fusion vorbereitet (insbesondere Harmonisierung der Arbeitsmethoden und der Dokumente).

b) Das Kantonsgericht und das Verwaltungsgericht haben ein Internetportal für die Freiburger Justiz entworfen (<http://admin.fr.ch/pj/>), das seit dem 31. Oktober 2007 online ist. Die Seite umfasst einen beschreibenden Teil (über die Justizorgane, deren Kompetenzen, die richterlichen Ämter, die Aufsicht, die Verwaltung und die Mediation), einen rechtlichen Teil (Rechtssprechung, Reglemente und Rundschreiben, einschlägige Gesetze) sowie einen praktischen Teil (Online-Formulare, Adresse der juristischen Beratung, Verzeichnis offener Stellen).

Zur Zeit arbeitet das Kantonsgericht am Transfer der bestehenden Internetseiten in das neue Content Management System (CMS), welches vom Staatsrat für die Internetseiten des Staates gewählt wurde.

3. Die Bezirksgerichte

a) Allgemeines

Die Anzahl der bei den Bezirksgerichten anhängigen Zivilsachen ist mit derjenigen von 2006 vergleichbar (2007: 733; 2006: 767), während jene der bei den Zivilgerichtspräsidenten einregistrierten Fälle klar zugenommen hat (2007: 9002; 2006: 7888). Nach der Stabilisierung von 2006 hat die Anzahl Eheschutzverfahren wieder die seit 1998 andauernde Zunahme erfahren. (1998: 54; 1999: 70; 2000: 84; 2001: 142; 2002: 191; 2003: 236; 2004: 277; 2005: 298; 2006: 264; 2007: 384).

Die Anzahl der in die Zuständigkeit der Strafgerichte (2007: 185; 2006: 232) und des Polizeirichters (2007: 1031; 2006: 1154) fallenden Angelegenheiten hat im Vergleich zum Vorjahr abgenommen. Diese Abnahme ist auf die Erweiterung der Kompetenzen der Untersuchungsrichter zurückzuführen, die seit dem 1. Januar 2007 Strafen von bis zu sechs Monaten (bisher drei Monate) ausfallen können.

b) Zwischen der Einregistrierung der Angelegenheiten und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichene Zeit:

Urteilender Richter	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Strafgericht	4	48	53	38	30	5	178
Polizeirichter	42	442	293	193	58	12	1040

Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Familienrecht	28	107	58	106	89	33	421
Klagen aus Vertrag	4	17	25	53	25	12	136

Präsident Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung	5	36	262	167	25	7	502
Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung	25	167	105	61	17	3	378
Vermögensrechtliche Streitigkeiten (Art. 139 GOG)	3	118	102	62	11	3	299
Rechtsöffnung	592	2655	60	8	0	0	3315

Gewerbegerichtsbarkeit	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Präsident	13	94	25	17	4	0	153
Kammer	1	55	60	26	18	12	172

Mietgerichtsbarkeit	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Präsident	70	178	36	16	5	1	306
Kammer	1	9	15	8	3	0	36

Wir verweisen auf die Bemerkungen, die im Zusammenhang mit den vom Kantonsgericht abgeurteilten Angelegenheiten angebracht wurden (Ziff. 2.1 Bst. a hievor). Aus der Tabelle ergibt sich insbesondere, dass 93 % der in die Zuständigkeit des Polizeirichters fallenden Angelegenheiten und 80 % der in die Zuständigkeit des Straferichters fallenden Angelegenheiten (2006: 95% und 85 %; 2005: 95 % und 83 %; 2004: 98 % und 90 %) innert eines Jahres nach ihrer Einregistrierung abgeurteilt werden. In Zivilsachen werden 71 % der Angelegenheiten aus dem Bereich des Familienrechts, welche in die Zuständigkeit des Gerichts fallen, 95 % der Eheschutzmassnahmen und 95 % der vermögensrechtlichen Streitigkeiten, welche in die Zuständigkeit des Gerichtspräsidenten fallen, innert eines Jahres erledigt (2006: 72 %, 95 % und 92 %; 2005: 68 %, 94 % und 97 %; 2004: 68 %, 96 % und 97 %).

c) Bezirksgericht der Saane

Die Gerichtspräsidenten heben hervor, dass die Instruktion bestimmter vermögensrechtlicher Fälle, die in die Kompetenz des Gerichtspräsidenten fallen, mehr als eine Sitzung und gelegentlich wesentlich mehr Zeit erfordert, als man denken könnte.

Gemäss den Präsidenten hat die gesamte Arbeitslast im Strafrecht trotz der seit 2006 leicht abnehmenden Anzahl neuer Fälle insgesamt zugenommen; gewisse Dossiers des Polizeirichters können durchaus mehrere Bundesordner umfassen.

Die Straferichtspräsidenten wiederholen ihre Bitte um Rückerstattung der Gerichtsschreiberstelle, die den Untersuchungsrichtern überlassen worden ist (Jahresbericht 2006, S. 32).

d) Bezirksgericht Greyerz

Das Kantonsgericht macht sich Sorgen um die Situation am Bezirksgericht Greyerz. Die jährliche Inspektion hat aufgezeigt, dass zahlreiche Urteile zwar gefällt sind, deren Begründung aber noch aussteht. In mehreren Fällen bestehen bei der Urteilsredaktion erhebliche Rückstände, in einigen Fällen sind diese Rückstände sogar nicht hinnehmbar. Die Präsidenten haben im Dezember 2007 das Kantonsgericht informiert, dass in Erwartung der

Besetzung der neuen halbezeitlichen Richterstelle, für welche der Grosse Rat inzwischen in der Februarsession Frau Frédérique Bütikofer Repond gewählt hat, folgende Massnahmen zur Verbesserung der aktuellen Situation ergriffen worden sind: Aufschub der Vorladungen bis Mitte Februar 2008; vorzeitiger Stellenantritt eines Gerichtsschreiberpraktikanten; Redaktion bestimmter Urteile durch die Gerichtspräsidenten selbst; vermehrter Verzicht auf die Redaktion von Urteilen von Amtes wegen im Rahmen der gesetzlichen Möglichkeiten; Beizug von Sekretärinnen anstelle von Gerichtsschreibern für die Führung der Sitzungsprotokolle. Weiter hat das Kantonsgericht angeordnet, dass der Aufsichtsbehörde bis auf weiteres monatlich ein Bericht über die zu verfassenden Urteile zu erstatten sei.

e) Bezirksgericht des Sees

Der Justizrat hat Gerichtsschreiber Peter Stoller ab dem 1. Oktober 2007 für eine Dauer von fünf Monaten als Ad-hoc-Gerichtspräsidenten gewählt. Dies als Ersatz für Präsident Ducret, der einerseits als Vize-Präsident des Bezirksgerichts Sense das Strafverfahren im Fall Cannabioland leitete, und andererseits krankheitsbedingt abwesend war.

Der Gerichtspräsident weist darauf hin, dass die Anzahl Gesuche um gemeinsame elterliche Sorge in seinem Gerichtsbezirk zugenommen hat.

f) Bezirksgericht der Broye

Mit Marc Sugnaux wurde ein Ad-hoc-Präsident mit 50%-Stelle gewählt. Er hat seine Stelle am 1. Mai 2007 angetreten. Das Mandat wurde um sechs Monate bis zum 30. Juni 2008 verlängert. Eine feste Stelle als Gerichtspräsident zu 50% wird diesen Frühling ausgeschrieben.

Seit Ende September 2007 fehlen dem Sekretariat zwei Sekretärinnen, da diese immer noch arbeitsunfähig sind. Sie konnten nicht leicht ersetzt werden, und die Gerichtsschreiber mussten einen Teil ihrer Arbeitszeit für Sekretariatsarbeiten aufwenden.

g) Die übrigen Bezirksgerichte, die Gewerbeammern, die Mietgerichte und das Wirtschaftsstrafgericht geben zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

h) Das Kantonsgericht unterstützte 2007 den Antrag der Gerichtspräsidenten zur Verbesserung der Anstellungsbedingungen der Gerichtsschreiber (vgl. Jahresbericht 2006, S. 32, Bst. c). Der Staatsrat hat am 7. Mai 2007 das Kantonsgericht informiert, dass er nicht bereit ist, die Bewertungs- und Klassifikationskommission mit einer neuen Bewertung der Funktion der Gerichtsschreiber-Adjunkte der Bezirksgerichte zu betrauen. Gemäss Auskünften soll die Funktion der erstinstanzlichen Gerichtsschreiber, inklusive Strafuntersuchungen, im Rahmen des vierten Auftrages an die vorgenannte Kommission evaluiert werden, nachdem die kantonalen Einführungsgesetze für die eidgenössische Zivil- und Strafprozessordnung sowie das Bundesgesetz über den Schutz von Kindern und Erwachsenen verabschiedet sein werden.

4. Das Untersuchungsrichteramt

In seinem Bericht hält der Präsident des Amtes fest, dass die Anzahl der im Jahr 2007 neu eröffneten Verfahren gegenüber 2006 um 1333 Fälle abgenommen hat und dass 84 % der offenen Verfahren erledigt werden konnten. Während Ende 2006 141 alte – d. h. seit mehr als einem Jahr eröffnete – Untersuchungen hängig waren, belief sich deren Anzahl per Ende 2007 auf 130, wovon 1 Untersuchung – die älteste – im Jahr 2001 eröffnet worden war.

Beim Untersuchungsrichteramt wurden im Jahr 2007 18'077 Angelegenheiten anhängig gemacht, was im Vergleich zum Jahr 2006 (19'410) einer Abnahme von 7 % gleichkommt. Die Anzahl der offenen Angelegenheiten hat sich von 1842 per Ende 2006 auf 2641 per Ende 2007 erhöht. Die Untersuchungsrichter haben 635 Nichtanhandnahmeverfügungen (2006: 508), 7367 Nichtweiterverfolgungsverfügungen betreffend nicht identifizierte Täter (2006: 6687), 203 Nichtweiterverfolgungsverfügungen betreffend identifizierte Täter (2006: 256), 711 Einstellungsverfügungen (2006: 622), 305 Überweisungsverfügungen an den Strafrichter (2006: 337) und 6911 Strafbefehle (2006: 9090) erlassen, wovon 363 mit Einsprache angefochten wurden (2006: 532). Weiter haben sie 3072 Bussenumwandlungen vorgenommen (2006: 2559) und 111 Rechtshilfebegehren aus dem In- und Ausland ausgeführt (2006: 104). Zudem haben sie in 259 Fällen Untersuchungshaft angeordnet (2006: 268); dies entspricht gesamthaft 12'744 Hafttagen (2006: 12'700).

2007 wurden 41 Strafvollzugsverfahren eröffnet; 8 Gesuche waren am 31. Dezember noch hängig. Die Mehrzahl der Gesuche betraf die Umwandlung von Freiheitsstrafen in gemeinnützige Arbeit. Die meisten Gesuche wurden abgelehnt, da die Untersuchung jeweils aufgezeigt hat, dass, obgleich der Beschuldigte in einer

schwierigen finanziellen Lage war, sich die Situation seit dem Erlass des Strafbefehls nicht verschlechtert hatte (Art. 36 Abs. 3 StGB).

5. Der Haftrichter

Die beiden Haftrichter Sébastien Pédroli und Liliane Hauser, die ihre Stelle am 1. März 2007 angetreten hat, arbeiten jeweils abwechselungsweise 15 fortlaufende Tage pro Monat.

6. Die Friedensgerichte und die Führung der Vormundschaft

a) Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts übt die Oberaufsicht aus über die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte (Art. 7 GOV). Diesen obliegt die Aufsicht über die Verwaltung des Vormundschaftswesens in ihrem Bezirk (Art. 4 GOV). Das Kantonsgericht hat sämtliche Friedensgerichte bezirkswise und im Beisein der neu gewählten Friedensrichter am 14., 18. und 19. Dezember 2007 inspiziert. Bei dieser Gelegenheit hat es sich mit der geordneten Übergabe der Dossiers an die neuen Friedensgerichte befasst.

b) Die neue Organisation wurde von den neu gewählten Friedensrichtern umgesetzt, in Zusammenarbeit mit den amtierenden Richtern und dem Amt für Justiz, insbesondere mit Frau Lise-Marie Kummer, bei welcher die neu Gewählten die nötige Unterstützung finden konnten.

c) Die jährliche Inspektion des zweiten Friedensgerichtsbezirks des Greyerzbezirks in Charmey durch die Vormundschaftskammer des Bezirksgerichts hat gravierende Probleme aufgezeigt, die mit den persönlichen, gesundheitlichen und familiären Problemen der Gerichtsschreiberin zusammenhängen. In der Person von Frau Sylviane Raboud, Gerichtsschreiberin des sechsten Friedensgerichtsbezirks des Greyerzbezirks in Vaulruz, wurde eine Ad-hoc-Gerichtsschreiberin ernannt. Diese hat umfangreiche und gute Arbeit geleistet, um die Ordnung in der Aktenführung, den Inventaren, den Protokollen und der Buchhaltung wiederherzustellen, was eine geregelte Übergabe der Fälle an das neue Friedensgericht des Greyerzbezirks erlaubte. Bester Dank gebührt dieser aufopfernden Mitarbeiterin.

d) Die Konferenz der Friedensgerichte hat im abgelaufenen Amtsjahr keine besonderen Tätigkeiten zu verzeichnen, zumal deren Mitglieder mit der Neuorganisation hinlänglich beschäftigt waren.

7. Die fürsorgerische Freiheitsentziehung

a) Gemäss dem Gesetz vom 26. November 1998 über die fürsorgerische Freiheitsentziehung (FFEG) übt die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts die Oberaufsicht über die Aufsichtskommission aus (Art. 7 GOV). Diese übt die allgemeine Aufsicht über die angeordneten Einweisungen und Massnahmen aus und nimmt die gerichtliche Beurteilung in erster Instanz vor (Art. 16 und 18 FFEG). Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts hat am 4. Dezember 2007 eine Inspektion der Aufsichtskommission vorgenommen. Im Jahr 2007 wurden 474 fürsorgerische Freiheitsentziehungen angeordnet. Die Kommission hat in 59 Fällen eine gerichtliche Beurteilung vorgenommen. Eine Kopie dieser Entscheide wird ordnungsgemäss dem Präsidenten der Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts übermittelt.

b) Das kantonale Spital Marsens erstattet der Kommission alle drei Monate einen Bericht über die untergebrachten Personen. Die Platzierungsmeldungen (Art. 12 Abs. 4 FFEG) werden regelmässig der Kommission mitgeteilt.

c) Raphaël Andrey, Sozialarbeiter, wurde per 1. Januar 2008 als Ersatz für den demissionierenden Stefan Trummer als Beisitzer gewählt.

8. Die Jugendstrafkammer

a) Im Jahr 2007 wurden 1876 Angelegenheiten anhängig gemacht (2006: 2199). Anbetracht dessen, dass es sich um Jugendkriminalität handelt, ist diese Abnahme der Fälle um 15% in einem Jahr erfreulich. Der Präsident der Jugendstrafkammer sieht mehrere Gründe dafür. Die Polizei- und Justizbehörden haben sich offensichtlich darum bemüht, auf Ende 2006 ihre Berichte zu verfassen und möglichst viele Urteile nach dem alten Gesetz auszufällen. Weiter wurden mehrere Fälle, insbesondere in Zusammenhang mit dem SVG, wegen der Erhöhung des Alters der Straftäter (von 7 auf 10 Jahre) nicht den Richtern vorgelegt. Möglicherweise zeigt auch die Präventionsarbeit der Polizei (Einstellung eines Lehrers bei der Jugendbrigade, erhöhte Polizeipräsenz auf den Strassen und an heiklen Orten im Kanton) und der Richter (Vorträge, Kurse, öffentliche Debatten usw.) die ersten

positiven Auswirkungen. Wahrscheinlich hat die Auflösung von Banden, insbesondere in Freiburg, Murten und Bulle, und der Eintritt in das Erwachsenenalter von einigen Anführern die Anzahl Wiederholungstäter, die regelmässig die Justiz beschäftigen, verringert. Die Medienaufmerksamkeit und die prägnanten Worte der Politiker im Wahljahr haben möglicherweise eine abschreckende Wirkung bei einigen Jugendlichen und deren Eltern gezeitigt, da sich diese der harten Konsequenzen, wie beispielsweise der Rückschaffung von Ausländern, bewusst wurden.

Abgesehen vom Sensebezirk sind die Anzeigen in sämtlichen Bezirken rückläufig.

b) Die Jugendstrafrichter haben 99 Angelegenheiten, welche 161 Minderjährige betrafen, dem Büro für Mediation in Jugendstrafsachen überwiesen. Dieses besteht aus drei Mediatoren, die sich anderthalb Arbeitsstellen teilen. 73 Verfahren haben zu einer Vereinbarung geführt. In 29 Angelegenheiten ist das Mediationsverfahren gescheitert. 31 Verfahren waren Ende 2007 hängig.

Der Strafappellationshof des Kantonsgerichts hat in einem Urteil vom 8. August 2007 festgehalten, dass das Mediationsverfahren die Verjährung des Strafverfahren nicht suspendiert. Die Mediatoren wurden aufgefordert, die Mediationsverfahren zu beschleunigen.

Da die Aufsichtsbehörde für das Büro für Mediation in Jugendstrafsachen nach wie vor noch nicht bestimmt worden ist, fragt sich der Präsident der Kammer, ob diese Aufgabe dem Justizrat anvertraut werden könnte.

c) Die Straftaten gegen das Vermögen (mit Ausnahme der Sachbeschädigungen) haben recht stark zugenommen, während diejenigen gegen das Betäubungsmittelgesetz und die Gesetzgebung über den öffentlichen Verkehr abgenommen haben (die Abnahme im Bereich des BetmG ist die bedeutendste seit 1998). Eine Begründung ist schwer zu finden. Was die Zunahme von Diebstählen betrifft, macht der Präsident der Kammer auf die erhöhte Attraktivität von Markenartikeln für Jugendliche aufmerksam. Die Lust, zu besitzen, was Kollegen sich beschaffen konnten, treibt gewisse Jugendliche zum Stehlen. Die Abnahme der Straftaten gegen das Betäubungsmittelgesetz (obwohl offensichtlich viele Jugendliche verbotene Substanzen konsumieren) kann mit der Unsicherheit bezüglich der Straffreiheit oder der Liberalisierung des Cannabis erklärt werden. Weiter haben wahrscheinlich die Massnahmen der Unternehmen des öffentlichen Verkehrs (straffe Kontrollen, systematische Verzeigungen, aber auch die Anwesenheit von grossen Brüdern, von Mediatoren) und die beflissene Arbeit des Sozialdienstes der Jugendstrafkammer im Hinblick auf eine Wiedergutmachung zu einer Verbesserung der Situation geführt.

d) Die Gewalt unter Jugendlichen, ein oft diskutiertes und mediatisiertes Thema, hat sich gemäss den Statistiken kaum verändert: Sie ist teilweise zunehmend (einfache Körperverletzungen, Raufhändel, Angriffe und Raub), teilweise abnehmend (Tätlichkeiten, Erpressung, Beschimpfung, Drohung, Nötigung, Freiheitsberaubung und Taten gegen die öffentliche Ordnung). Gleiches lässt sich über die Straftaten gegen die sexuelle Integrität sagen. Auch wenn diese Erscheinungen tatsächlich gegenwärtig sind und eine gebührende Aufmerksamkeit der Behörden erfordern, stellt der Präsident der Jugendstrafkammer fest, dass sie nicht zunehmen und dass sie in der Schweiz nicht dieselben Ausmasse annehmen wie im Ausland, insbesondere in Frankreich.

e) Der Präsident der Kammer ist der Ansicht, dass das neue Jugendstrafrecht Inkohärenzen aufweist und dass der Jugendstrafrichter mit folgenden Anwendungsschwierigkeiten konfrontiert ist:

aa) Bei Freiheitsentzug vom mehr als 24 Stunden ist Jugendlichen selbst gegen deren Willen oder demjenigen ihrer gesetzlichen Vertreter ein amtlicher Verteidiger zu bestellen. Dieses Erfordernis kompliziert und verlängert das Verfahren. Diese zwingende Anwesenheit scheint namentlich übertrieben und zu starr, wenn es sich um die Unterbringung in einer Einrichtung für Jugendliche handelt.

bb) Der Massnahmen- und Strafvollzug ist gelegentlich so detailliert und starr geregelt, dass einerseits die Arbeit der Vollzugsbehörde besonders schwer oder bei leichten Fällen unverhältnismässig erscheint, und dass andererseits ein Wiederholungstäter auch ohne Strafvollzug davonkommen kann. So kann es sein, dass ein über 15 Jahre alter Jugendlicher (beispielsweise ein unbegleiteter minderjähriger Asylbewerber), der die Strafarbeiten (trotz einer Verwarnung) nicht leisten will und die in Busse umgewandelte Strafe (trotz einer oder zwei Mahnungen) nicht bezahlt, keine andere Strafe erfährt, weil die Umwandlung einer Busse in eine Freiheitsstrafe für unverschuldet zahlungsunfähige Minderjährige ausgeschlossen ist. Gleiches gilt auch für die Minderjährigen unter 15 Jahren. Gemäss Jugendstrafrecht muss eine Person den Vollzug der Leistungen begleiten und überwachen. Weder die Jugendstrafkammer noch das Jugendamt verfügen aber über genügend Personal, um diese Jugendlichen während ganzen Tagen zu begleiten. Weiter kann keine Umwandlungsmassnahme durchgeführt werden, wenn die Sanktion nicht vollstreckt wird.

cc) Die zwingende Begutachtung im Falle einer Platzierung in einer geschlossenen Struktur oder bei Zweifeln über die physische oder psychische Gesundheit eines Jugendlichen scheint übertrieben. Die Anwendung dieser Bestimmung wird noch viele Fragen aufwerfen, da geeignete Institutionen für solche Personen chronisch fehlen.

dd) Die Pflicht, den Minderjährigen bei jeder bedingten Strafe zu begleiten, bedeutet eine zusätzliche, aber unnütze Arbeit für das bereits heute überlastete Jugendamt. Sobald der Richter die Gewissheit erlangt, dass das Verhalten des Jugendlichen zu keinen Beanstandungen Anlass gibt, dass dieser in einem geordneten familiären Umfeld lebt und dass dementsprechend keine Massnahme des Jugendstrafrechts erforderlich ist, scheint es unangemessen, eine Betreuung des verurteilten Jugendlichen anzuordnen, wenn dieser beispielsweise, für einen Bagatelldfall zu einer Busse von Fr. 100.- mit sechs Monaten Bewährungsfrist verurteilt worden ist.

f) Der Präsident weist erneut auf die Schwierigkeit für den Freiburger Jugendrichter hin, die Massnahmen und Strafen innert nützlicher Frist zu vollstrecken. Das Fehlen eines Westschweizer Strafvollzugszentrums für minderjährige Straftäter ist eine grosse Lücke im Betreuungssystem der Jugendstrafrechtspflege.

9. Das Konkursamt und die Betreibungsämter

a) Das Konkursamt

Auf Anfrage des Konkursamtes hat der II. Zivilappellationshof des Kantonsgerichts seine konstante Praxis bezüglich der Hinterlegung des geschuldeten Betrags bei der oberen Gerichtsbehörde zuhanden des Gläubigers im Fall einer Berufung gegen die Konkursöffnung bekräftigt. Somit kann dieser Betrag beim Bezirksgericht hinterlegt werden, das ihn von Amtes wegen dem II. Zivilappellationshof überweisen muss. Weiter hat der Gerichtshof erkannt, dass die Hinterlegung beim kantonalen Konkursamt und dem Betreibungsamt die Bedingung von Art. 174 Abs. 2 Ziff. 2 SchKG erfüllt. Er hat dem Amt vorgeschlagen, in jenen Fällen den Betroffenen über die Bedingungen der Nichtigerklärung des Konkurses durch die Rekursinstanz zu informieren

b) Die Betreibungsämter

An ihrer Plenarsitzung vom 28. Juni 2007 hat die Vereinigung der Betreibungs- und Konkursbeamten des Kantons beschlossen, dass die Auszüge aus dem Register inskünftig dem Gesuchsteller in zusammengefasster Form ausgehändigt werden, ausser wenn dieser eine ausführliche Liste verlangt. Diese zusammenfassende Liste wird weiterhin zu Fr. 17.- verrechnet, was Fr. 9.- Grundgebühr und Fr. 8.- für eine Seite (zuzüglich Postspesen) entspricht. Auf ausdrückliches Gesuch des Betroffenen werden die ausführlichen Auskünfte zum Preis von Fr. 9.- plus Fr. 8.- pro Seite (zuzüglich Postspesen) ausgehändigt und in Rechnung gestellt.

Nachdem mehrere Dienste und Institutionen die Frage der Gesetzmässigkeit dieser Praxis der Vorsteher der Betreibungsämter aufgeworfen hatten, hat die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer sie als mit der Gebührenverordnung zum Bundesgesetz über Betreuung und Konkurs in Übereinstimmung stehend bezeichnet, dies umso mehr, als die Praxis vom Bundesgericht bestätigt worden ist. Die Kammer hat zudem darauf hingewiesen, dass die Vorsteher dem Schuldner aus sozialen Erwägungen auf Anfrage kostenlos einen Liste seiner Betreibungen aushändigen, falls diese zu dessen eigenem Gebrauch bestimmt ist.

Eine Administrativuntersuchung im Betreibungsamt des Seebezirks hat zum Abgang der Buchhalterin geführt. Zur Zeit verfügt über keinen Substituten.

Die Geschäftsführung der Betreibungsämter im Kanton gibt zu keinen weiteren Bemerkungen Anlass.

Die Entwicklung der Betreibungen und Konkurse im Kanton kann dem statistischen Teil entnommen werden.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Grossräte, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Freiburg, 19. März 2008

Der Gerichtsschreiber

Henri ANGELOZ

Der Präsident

Hubert BUGNON

PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL

A. Tribunal cantonal Kantonsgericht

1. I^e Cour d'appel civil I. Zivilappellationshof

En 2007, 115 causes (101 en français et 14 en allemand) ont été inscrites au rôle, dont 92 recours (2006: 84; 2005: 75; 2004: 86; 2003: 108), 3 requêtes de sûreté, 9 requêtes de mesures provisionnelles et 11 requêtes d'assistance judiciaire.

2007 wurden 115 Angelegenheiten (101 auf Französisch und 14 auf deutsch) anhängig gemacht, davon 92 Berufungen (2006: 84; 2005: 75; 2004: 86; 2003: 108), 3 Gesuche um Sicherheitsleistungen, 9 Gesuche um vorsorgliche Massnahmen und 11 Gesuche um Gewährung der unentgeltlichen Rechtspflege.

La Cour ou son président ont rendu 109 arrêts (2006: 91; 2005: 73; 2004: 97; 2003: 83).

Der I. Zivilappellationshof oder sein Präsident haben 109 Entscheide gefällt (2006: 91; 2005: 73; 2004: 97; 2003: 83).

Au 31 décembre 2007, 61 causes étaient pendantes. Elles dataient de 2005 (1), 2006 (4), 2007 (56).

Am 31. Dezember 2007 waren 61 Angelegenheiten hängig. Sie stammen aus den Jahren 2005 (1), 2006 (4), 2007 (56).

Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportés de 2006 à 2007 / Von 2006 auf 2007 übertragene Verfahren	55
Causes introduites en 2007 / 2007 eingereichte Verfahren	115
Causes liquidées en 2007 / 2007 erledigte Verfahren	109
Causes reportées en 2008 / auf 2008 übertragene Verfahren	61
Total	170 170

Autorité de recours / Berufungsinstanz

La Cour s'est prononcée sur 89 recours en appel qui ont reçu le sort suivant :

Der I. Zivilappellationshof hat 89 Berufungen behandelt, welche folgenden Ausgang nahmen:

Admis / Gutheissung	9
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	19
Rejetés / Abweisung	32
Irrecevables / Nichteintreten	12
Retirés / Rückzug	10
Transaction / Vergleich	5
Rayés du rôle / Abschreibung	2
Total	89

Nature des affaires / Rechtsgebiete

Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>		0
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>		45
dont divorces / <i>davon Ehescheidungen</i>	26	
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>		2
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>		3
Droits réels / <i>Sachenrecht</i>		2
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>		28
Divers / <i>Verschiedenes</i>		9
Total		<hr/> 89

Par arrondissements / Nach Bezirken

Sarine / <i>Saane</i>		34
Singine / <i>Sense</i>		6
Gruyère / <i>Greyerz</i>		15
Lac / <i>See</i>		6
Glâne / <i>Glane</i>		10
Broye / <i>Broye</i>		12
Veveyse / <i>Vivisbach</i>		6
Total		<hr/> 89

2. II^e Cour d'appel civil II. Zivilappellationshof

En 2007, 153 causes (119 en français et 34 en allemand) ont été inscrites au rôle (2006: 192; 2005: 174; 2004: 196; 2003: 153), dont 139 recours, 3 actions, 1 cause relevant du droit de l'arbitrage, 1 demande de récusation, 2 requêtes de mesures provisionnelles et 7 requêtes d'assistance judiciaire.

2007 wurden 153 Angelegenheiten (119 auf Französisch und 34 auf deutsch) anhängig gemacht (2006: 192; 2005: 174; 2004: 196; 2003: 153), davon 139 Berufungen, 3 Klagen, 1 Angelegenheit aus dem Bereich des Schiedsgerichtsbarkeitrechts, 1 Ausstandsbegehren, 2 Gesuche um vorsorgliche Massnahmen und 7 Gesuche um Gewährung der unentgeltlichen Rechtspflege.

La Cour ou son président ont rendu 168 arrêts (2006: 174; 2005: 181; 2004: 189; 2003: 146).

Der II. Zivilappellationshof oder sein Präsident haben 168 Entscheide gefällt (2006: 174; 2005: 181; 2004: 189; 2003: 146).

Au 31 décembre 2007, 49 causes étaient pendantes. Elles dataient de 2006 (5) et 2007 (44).

Am 31. Dezember 2007 waren 49 Angelegenheiten hängig. Sie stammen aus den Jahren 2006 (5) und 2007 (44).

Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2006 à 2007 / Von 2006 auf 2007 übertragene Verfahren	64
Causes introduites en 2007 / 2007 eingereichte Verfahren	153
Causes liquidées en 2007 / 2007 erledigte Verfahren	168
Causes reportées en 2008 / auf 2008 übertragene Verfahren	49
Total	217 217

Autorité de recours / Berufungsinstanz

La Cour s'est prononcée sur 159 recours en appel qui ont reçu le sort suivant :

Der II. Zivilappellationshof hat 159 Berufungen behandelt, welche folgenden Ausgang nahmen:

Admis / Gutheissung	39
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	10
Rejetés / Abweisung	71
Irrecevables / Nichteintreten	34
Retirés / Rückzug	5
Transaction / Vergleich	0
Total	159

Nature des affaires / Rechtsgebiete

Assistance judiciaire / Unentgeltliche Rechtspflege	30
Prud'hommes / Gewerbegerichtsbarkeit	21
Bail / Mietgerichtsbarkeit	10
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / Schuldbetreibungs- und Konkursrecht	95
dont faillites / davon Konkurse	37
mainlevées / Rechtsöffnungen	51
Divers / Verschiedenes	3
Total	159

Par arrondissements / Nach Bezirken

Sarine / Saane	80
Singine / Sense	9
Gruyère / Greyerz	18
Lac / See	23
Glâne / Glane	12
Broye / Broye	11
Veveyse / Vivisbach	6
Total	<hr/> 159

Instance unique / Einzige Instanz

La Cour a rendu 3 arrêts / Der II. Zivilappellationshof hat 3 Entscheide gefällt.

Divers / Verschiedenes

La Cour a statué sur un recours en nullité contre une sentence arbitrale.

Der II. Zivilappellationshof hat eine gegen einen Schiedsspruch gerichtete Nichtigkeitsbeschwerde behandelt.

3. Chambre des poursuites et faillites Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

En 2007, 100 causes (80 en français et 20 en allemand) ont été introduites (2006: 93; 2005: 91; 2004: 108; 2003: 89), dont 2 requêtes d'assistance judiciaire.

2007 wurden 100 Verfahren (80 auf Französisch und 20 auf deutsch) eingeleitet (2006: 93; 2005: 91; 2004: 108; 2003: 89), davon 2 Gesuche um Gewährung der unentgeltlichen Rechtspflege.

La Chambre a rendu 105 décisions (2006: 85; 2005: 91; 2004: 107; 2003: 94).

Die Kammer hat 105 Entscheide gefällt (2006: 85; 2005: 91; 2004: 107; 2003: 94).

Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2006 à 2007 / Von 2006 auf 2007 übertragene Verfahren	17
Causes introduites en 2007 / 2007 eingereichte Verfahren	100
Causes liquidées en 2007, dont 90 plaintes / 2007 erledigte Verfahren, davon 90 Beschwerden	105
Causes reportées en 2008 / auf 2008 übertragene Verfahren	12
Total	117 117

Les plaintes liquidées l'ont été de la manière suivante :

Die erledigten Beschwerden nahmen folgenden Ausgang:

Admises / Gutheissung	13
Partiellement admises / Teilweise Gutheissung	5
Rejetées / Abweisung	33
Irrecevables / Nichteintreten	15
Sans objet / Gegenstandslos	12
Retirées / Rückzug	12
Total	90

Temps écoulé entre le dépôt de la plainte et l'arrêt de la Chambre:

Zeitraum zwischen Eingang der Beschwerde und Entscheid der Kammer:

1 à 15 jours	<i>1 bis 15 Tage</i>	26
15 jours à 1 mois	<i>15 Tage bis 1 Monat</i>	26
1 à 2 mois	<i>1 bis 2 Monate</i>	21
Plus de 2 mois	<i>mehr als 2 Monate</i>	17
Total		90

Les 90 plaintes liquidées étaient dirigées contre des décisions rendues par :

Die 90 erledigten Beschwerden richteten sich gegen Entscheide von:

Offices des poursuites	<i>Betreibungsämter</i>	84
Office des faillites	<i>Konkursamt</i>	6
Administration spéciale de la faillite	<i>Ausseramtliche Konkursverwaltung</i>	0
Total		90

Elles se répartissent ainsi :

Sie teilen sich wie folgt auf:

1. Poursuites / *Betreibungen*

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Admises <i>Gutheissung</i>	Partiellement admises <i>Teilweise Gutheissung</i>	Rejetées <i>Abweisung</i>	Irrecevables <i>Nicht- eintreten</i>	Sans objet <i>Gegen- standslos</i>	Retirées <i>Rückzug</i>	Total <i>Total</i>
Sarine / <i>Saane</i>	7	1	15	6	9	12	50
Singine / <i>Sense</i>	0	0	8	4	1	0	13
Gruyère / <i>Greyerz</i>	0	3	1	2	0	0	6
Lac / <i>See</i>	4	0	2	0	1	0	7
Glâne / <i>Glane</i>	0	0	3	0	0	0	3
Broye / <i>Broye</i>	0	1	3	0	0	0	4
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	0	0	0	0	0	0	0
Total / <i>Total</i>	11	5	32	12	11	12	83

2. Faillites / *Konkurse*

Office cantonal des faillites / <i>Kantonales Konkursamt</i>	2	0	1	3	1	0	7
Administration spéciale de la faillite <i>Ausseramtliche Konkurs- verwaltung</i>	0	0	0	0	0	0	0
Total général <i>Gesamttotal</i>	13	5	33	15	12	12	90

En outre, la Chambre a traité 4 requêtes de restitution de délai (art. 33 al. 4 LP).

Weiter hat die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer über 4 Gesuche um Wiederherstellung der Frist (Art. 33 Abs. 4 SchKG) entschieden.

Elle s'est prononcée sur 4 demandes de nouvelle estimation (art. 9 al. 2 ORFI).

Sie hat über 4 Gesuche um neue Schätzung (Art. 9 Abs. 2 VZG) entschieden.

Elle a pris 2 décisions en matière de réalisation de parts de communauté (art. 132 LP).

Sie hat 2 Entscheide im Bereich der Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen getroffen (Art. 132 SchKG).

Statistiques des poursuites et des faillites dans le canton en 2007 / Statistik der Schuldbetreibungs- und Konkursachen im Kanton für 2007

Poursuites / Betreibungen

90'496 poursuites ont été introduites en 2007 (2006: 90'500; 2005: 91'138; 2004: 93'336; 2003: 87'755).

Im Jahre 2007 wurden 90'496 Betreibungen eingeleitet (2006: 90'500; 2005: 91'138; 2004: 93'336; 2003: 87'755).

Elles se répartissent ainsi :

Sie teilen sich wie folgt auf:

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Grejerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Commandements de payer <i>Zahlungsbefehle</i>	38'143	8'551	14'426	8'715	6'490	9'124	5'047	90'496
Réquisitions de continuer la poursuite <i>Begehren um Fortsetzung der Betreibung</i>	31'857	6'659	12'140	6'636	5'134	7'331	4'568	74'325
Réquisitions de vente <i>Verwertungsbegehren</i>	587	369	286	229	215	139	44	1'869
Ventes mobilières <i>Verwertungen von beweglichen Sachen</i>	14	3	4	0	2	4	0	27
Ventes immobilières <i>Verwertungen von Liegenschaften</i>	8	1	3	0	1	7	0	20
Réalisations forcées chez des agriculteurs <i>Zwangsverwertungen bei Landwirten</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	70'609	15'583	26'859	15'580	11'842	16'605	9'659	166'737

Il paraît intéressant de reproduire la statistique des poursuites engagées en 2007 dans l'arrondissement de la Sarine, ainsi que, pour ce même arrondissement, la statistique concernant l'enregistrement des pactes de réserve de propriété.

Von Interesse erscheint die Statistik 2007 der im Saanebezirk eingeleiteten Betreibungen sowie der in diesem Bezirk eingetragenen Eigentumsvorbehalte.

a) Statistique des opérations de l'office Statistik der Handlungen des Betreibungsamtes

	2006	2007
Poursuites engagées / <i>eingeleitete Betreibungen</i>	38'318	38'143
Réquisitions de continuer / <i>Fortsetzungsbegehren</i>	31'630	31'857
Saisies exécutées / <i>Vollzogene Pfändungen</i>	11'854	8'667
Comminations de faillite / <i>Konkursandrohungen</i>	673	891
Actes de défaut de biens définitifs / <i>Definitive Verlustscheine</i>	9'572	7'097
Prises d'inventaire (loyer) / <i>Retentionsverzeichnisse (Miete)</i>	36	33
Séquestres / <i>Arrest</i>	18	4

	2006	2007
Ventes exécutées / <i>Vollzogene Verwertungen</i>		
- mobilières - <i>bewegliche Sachen</i>	6	14
- immobilières - <i>Liegenschaften</i>	5	8
Réserves de propriété / <i>Eigentumsvorbehalte</i>	73	89
Renseignements / <i>Auskünfte</i>	24'088	24'202
Réquisitions de vente / <i>Verwertungsbegehren</i>	559	587

b) **Enregistrement des pactes de réserve de propriété**
Eintragung von Eigentumsvorbehalten

	2006	2007
Mobilier de ménage / <i>Hausrat</i>	1	0
Voitures automobiles / <i>Personenwagen</i>	30	51
Motos, vélomoteurs / <i>Motorräder, Motorfahräder</i>	0	0
Camions, machines d'entreprises / <i>Lastwagen, Geschäftsmaschinen</i>	26	15
Tracteurs, machines agricoles / <i>Traktoren, Landwirtschaftliche Maschinen</i>	14	21
Radios, grammos, enregistreurs, TV / <i>Radios, Schallplatten-, Kassettengeräte, TV</i>	0	0
Machines et matériels d'agencement pour hôtel, restaurant, magasins / <i>Maschinen und Einrichtungsgegenstände für Hotels, Restaurants, Geschäfte</i>	0	2
Équipement de bureaux / <i>Büroeinrichtungen</i>	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	0
Total	73	89

Valeur totale des montants garantis figurant sur les contrats enregistrés:

Gesamtwert der gemäss den eingetragenen Verträgen sichergestellten Beträge:

2007: Fr. 11'645'905.50; 2006: Fr. 15'256'196.55; 2005: Fr. 20'315'624.65; 2004: Fr. 19'412'614.95;
2003: Fr. 10'038'902.30; 2002: Fr. 1'834'920.90.

Faillites / Konkurse

363 faillites ont été prononcées en 2007 (2006: 374; 2005: 393; 2004: 392; 2003: 359).

2007 wurden 363 Konkurse eröffnet (2006: 374; 2005: 393; 2004: 392; 2003: 359).

374 faillites ont été liquidées.

374 Konkurse wurden abgeschlossen.

57 faillites antérieures à l'année 2007 ne sont pas liquidées.

57 vor 2007 eröffnete Konkurse sind noch nicht abgeschlossen.

Les faillites prononcées en 2007 se répartissent ainsi:

Die 2007 eröffneten Konkurse verteilen sich wie folgt:

Arrondissements / Bezirke

Sarine / Saane	172
Singine / Sense	33
Gruyère / Greyerz	67
Lac / See	28
Glâne / Glane	21
Broye / Broye	21
Veveyse / Vivisbach	21

Total **363**

Procédure suivie / Verfahren:

- **Ouvertures de faillite / Konkursöffnungen**

Procédure sommaire / Summarisches Verfahren	183
Annulation / Aufhebung	9
Révocation / Widerruf	4
Suspension faute d'actif / Einstellung mangels Aktiven	167

Total **363**

- **Liquidations de faillite / Konkursverfahren**

Procédure ordinaire / Ordentliches Verfahren	1
Procédure sommaire / Summarisches Verfahren	169
Suspension ultérieure faute d'actif / Spätere Einstellung mangels Aktiven	195
Révocation / Widerruf	9

Total **374**

Total des pertes résultant des procédures ordinaires et sommaires:

Gesamtbetrag der Verluste in den ordentlichen und summarischen Verfahren:

2007: Fr. 58'378'597.10	2006: Fr. 97'725'043.56
2005: Fr. 72'080'849.39	2004: Fr. 196'785'689.40
2003: Fr. 91'283'981.96	2002: Fr. 259'922'177.--

4. Cour de modération Moderationshof

En 2007, 42 affaires ont été inscrites au rôle, dont 7 en allemand (2006: 28; 2005: 26; 2004: 24; 2003: 24).

2007 wurden 42 Angelegenheiten anhängig gemacht, davon 35 auf Französisch (2006: 28; 2005: 26; 2004: 24; 2003: 24).

Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2006 à 2007 / Von 2006 auf 2007 übertragene Verfahren	7	
Causes introduites en 2007 / 2007 eingereichte Verfahren	42	
Causes liquidées en 2007 / 2007 erledigte Verfahren	43	
Causes reportées de 2007 à 2008 / Von 2007 auf 2008 übertragene Verfahren	6	
Total	49	49

Les 43 décisions rendues concernaient notamment :

Die 43 gefällten Entscheide betrafen insbesondere:

Art. 14 ss du Tarif des honoraires et débours d'avocat dus à titre de dépens (litiges de partie à partie: recours contre des ordonnances présidentielles)

Art. 14 ff. des Tarifs der als Parteikosten in Zivilsachen geschuldeten Anwaltshonorare und -auslagen (Streitigkeiten unter den Parteien: Rekurse gegen Präsidialverfügungen)

Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	3	
Rejetés / Abweisung	2	
Retiré / Rückzug	1	
Irrecevables / Nichteintreten	9	
Total	15	

Art. 26 al. 3 et 28 de la loi du 12 décembre 2002 sur la profession d'avocat (contestations avocat - client dans des affaires qui n'ont pas été portées devant le juge et recours).

Art. 26 Abs. 3 und 28 des Gesetzes vom 12. Dezember 2002 über den Anwaltsberuf (Streitigkeiten Anwalt - Klient in Angelegenheiten, die nicht vor den Richter gebracht wurden, sowie Beschwerden)

Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	
Irrecevables / Nichteintreten	2	
Total	3	

Art. 31bis de la loi du 20 septembre 1967 sur le notariat (contestations notaire - client).

Art. 31bis des Gesetzes vom 20. September 1967 über das Notariat (Streitigkeiten Notar – Klient)

Admis / Gutheissung	2	
Rejeté / Abweisung	1	
Total	3	

Art. 21 de la loi sur l'assistance judiciaire (indemnité globale au défenseur d'office en matière civile - recours contre ordonnances présidentielles)

Art. 21 des Gesetzes über die unentgeltliche Rechtspflege (Pauschalentschädigung an den amtlichen Verteidiger in Zivilsachen - Beschwerden gegen Präsidialverfügungen)

Admis / <i>Gutheissung</i>	4
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	4
Retirés / <i>Rückzug</i>	3
Total	12

Art. 26 de la loi sur l'assistance judiciaire (indemnité globale au défenseur d'office en matière pénale - recours contre ordonnances présidentielles)

Art. 26 des Gesetzes über die unentgeltliche Rechtspflege (Pauschalentschädigung an den amtlichen Verteidiger in Strafsachen - Beschwerden gegen Präsidialverfügungen)

Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1
Rejeté / <i>Abweisung</i>	1
Retirés / <i>Rückzug</i>	4
Total	6

Art. 238 al. 2 du code de procédure pénale (recours contre décisions sur réclamation en matière pénale)

Art. 238 Abs. 2 der Strafprozessordnung (Beschwerde gegen Einspracheentscheide in Strafsachen)

Admis / <i>Gutheissung</i>	2
Irrecevable / <i>Nichteintreten</i>	1
Rejeté / <i>Abweisung</i>	1
Total	4

5. Chambre des tutelles Vormundschaftskammer

En 2007, 27 affaires (23 en français et 4 en allemand) ont été inscrites au rôle, dont 17 recours (2006: 18; 2005: 10; 2004: 16; 2003: 10), 1 demande de récusation, 1 requête de mesures provisionnelles et 8 demandes de transfert de tutelle.

2007 wurden 27 Angelegenheiten (23 auf Französisch und 4 auf deutsch) anhängig gemacht, davon 17 Beschwerden (2006: 18; 2005: 10; 2004: 16; 2003: 10), 1 Ausstandsbegehren, 1 Gesuch um vorsorgliche Massnahmen und 8 Gesuche um Übertragung der Vormundschaft.

La Chambre a rendu 20 décisions (2006: 21; 2005: 10; 2004: 16; 2003: 7).

Die Vormundschaftskammer hat 20 Entscheide gefällt (2006: 21; 2005: 10; 2004: 16; 2003: 7).

La Chambre s'est prononcée sur 12 recours qui ont reçu le sort suivant :

Die Vormundschaftskammer hat 12 Berufungen behandelt, welche folgenden Ausgang nahmen :

Admis / Gutheissung	2
Irrecevables / Nichteintreten	2
Rejetés / Abweisung	7
Retiré / Rückzug	1
Total	12

Il paraît intéressant de reproduire le récapitulatif des nouvelles mesures de tutelle ordonnées en 2007 dans tout le canton, ainsi que celui des dites mesures en vigueur à fin 2007.

Es erscheint aufschlussreich, an dieser Stelle eine Aufstellung der 2007 im ganzen Kanton neu angeordneten vormundschaftlichen Massnahmen sowie die Anzahl der Ende 2006 noch bestehenden Massnahmen wiederzugeben.

Nombre de personnes à l'égard desquelles de nouvelles mesures de tutelle ont été ordonnées en 2007 dans le canton:

Zusammenfassende Darstellung der Personen, die 2007 im Kanton neu von vormundschaftlichen Massnahmen betroffen waren:

A. Majeurs / Mündige	1.1. – 31.12.2007		
	♀	♂	Total
- interdiction / Entmündigung art. 369	15	29	44
- interdiction / Entmündigung art. 370	6	18	24
- interdiction / Entmündigung art. 371	0	0	0
- interdiction / Entmündigung art. 372	35	44	79
- dont placement sous autorité parentale davon Unterstellung unter die elterliche Sorge art. 385	4	9	13
- curatelle / Beistandschaft art. 392	40	27	67
- curatelle / Beistandschaft art. 393	15	14	29
- curatelle / Beistandschaft art. 392/393	10	16	26
- curatelle / Beistandschaft art. 394	164	127	291
- conseil légal (coopérant/gérant/combiné) Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/Kombinierte) art. 395	25	30	55
B. Mineurs / Unmündige			
- mesures protectrices / geeignete Massnahmen art. 307	28	27	55
- curatelle / Beistandschaft art. 308	135	144	279
- curatelle/constatation de la paternité (uniquement) Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft (ausschliesslich) art. 309	7	3	10
- curatelle/constatation de la paternité et obligation d'entretien Ausserheliche-Beistandschaft mit Unterhaltsregelung art. 309/308	35	32	67
- retrait du droit de garde des père et mère Aufhebung der elterlichen Obhut art. 310	16	20	36
- retrait du droit de garde des père et mère et curatelle art. 310/308 Aufhebung der elterlichen Obhut und	6	6	12

<i>Beistandschaft</i>						
- retrait de l'autorité parentale <i>Entziehung der elterlichen Gewalt</i>	art. 311/312			5	5	10
- les remises nouvellement ordonnées de comptes et de rapports <i>Periodische Rechnungs- und Berichterstattung</i>	art. 318			206	183	389
- mesures pour la protection des biens de l'enfant <i>geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens</i>	art. 324			2	2	4
- curatelle d'administration des biens de l'enfant <i>Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens</i>	art. 325			3	4	7
- tutelle pour mineurs / <i>Vormund für Unmündige</i>	art. 368			14	18	32
- curatelle pour mineurs / <i>Beistand für Unmündige</i>	art. 392			34	29	63
- représentation de l'enfant dans la procédure de divorce <i>Vertretung von Kindern in Scheidungsverfahren</i>	art. 146/147			1	3	4
- autorité parentale conjointe <i>Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge durch die Vormundschaftsbehörden</i>	art. 298a/134			41	31	72

Nombre de personnes concernées par des mesures de tutelle en vigueur au 31 décembre 2007 dans tout le canton:

Zusammenfassende Darstellung der Personen, die Ende 2007 im Kanton von rechtskräftigen vormundschaftlichen Massnahmen betroffen sind:

A. Majeurs / Mündige	31.12.2007		
	♀	♂	Total
- tutelle / <i>Vormundschaft</i> art. 369	227	300	527
- tutelle / <i>Vormundschaft</i> art. 370	43	95	138
- tutelle / <i>Vormundschaft</i> art. 371	5	7	12
- tutelle / <i>Vormundschaft</i> art. 372	338	499	837
- dont placement sous autorité parentale <i>davon Unterstellung unter elterliche Sorge</i>	92	108	200
- curatelle / <i>Beistandschaft</i> art. 392	79	60	139
- curatelle / <i>Beistandschaft</i> art. 393	113	85	198
- curatelle / <i>Beistandschaft</i> art. 392/393	39	38	77
- curatelle / <i>Beistandschaft</i> art. 394	771	764	1535
- conseil légal (coopérant/gérant/combéné) <i>Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/Kombinierte)</i>	187	289	476
B. Mineurs / Unmündige			
- mesures protectrices / <i>geeignete Massnahmen</i> art. 307	85	108	193
- curatelle / <i>Beistandschaft</i> art. 308	455	547	1002
- curatelle/constatation de la paternité (uniquement) <i>Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft (ausschliesslich)</i>	4	2	6
- curatelle/constatation de la paternité et obligation d'entretien <i>Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft und Unterhaltspflicht</i>	56	53	109
- retrait du droit de garde des père et mère <i>Aufhebung der elterlichen Obhut</i>	13	25	38
- retrait du droit de garde des père et mère et curatelle <i>Aufhebung der elterlichen Obhut und Beistandschaft</i>	16	16	32
- retrait de l'autorité parentale / <i>Entziehung der elterlichen Gewalt</i>	11	6	17
- Les remises existantes de comptes et de rapports <i>Periodische Rechnungs- und Berichterstattung</i>	214	260	474
- mesures pour la protection des biens de l'enfant / <i>geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens</i>	1	1	2
- curatelle d'administration des biens de l'enfant / <i>Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens</i>	7	9	16
- tutelle pour mineurs / <i>Vormund für Unmündige</i>	67	67	134
- curatelle de représentation pour mineurs / <i>Vertretungsbeistandschaft für Unmündige</i>	54	60	114
- représentation de l'enfant dans la procédure de divorce / <i>Vertretung von Kindern in Scheidungsverfahren</i>	3	5	8

6. Chambre du registre du commerce Handelsregisterkammer

Aucune affaire n'a été inscrite au rôle en 2007 (2006: 0; 2005: 0; 2004: 0; 2003: 1).

2007 wurde keine Angelegenheit anhängig gemacht (2006: 0; 2005: 0; 2004: 0; 2003: 1).

Depuis le 1^{er} janvier 2003, la Chambre n'est plus l'autorité de surveillance du registre du commerce. La surveillance est exercée par la Direction de l'économie et de l'emploi qui est aussi l'autorité de recours contre les décisions du préposé. Les décisions de la Direction peuvent faire l'objet d'un recours à la Chambre.

Seit dem 1. Januar 2003 ist die Handelsregisterkammer nicht mehr Aufsichtsbehörde über das Handelsregister. Die Aufsicht wird von der Volkswirtschaftsdirektion ausgeübt; diese ist auch Beschwerdeinstanz gegen die Verfügungen des Registerführers. Die Entscheide der Direktion können an die Handelsregisterkammer weitergezogen werden.

Dès le 1er janvier 2008, les compétences de la Chambre du Registre du commerce sont transférées à la section administrative du Tribunal cantonal.

Ab dem 1. Januar 2008 werden die Zuständigkeiten der Handelsregisterkammer der verwaltungsrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts übertragen.

7. Cour d'appel pénal Strafappellationshof

En 2007, 104 causes ont été inscrites au rôle, dont 18 en allemand (2006: 92; 2005: 107; 2004: 88; 2003: 78). La Cour a rendu 95 arrêts (2006: 119; 2005: 91; 2004: 82; 2003: 76).

2007 wurden 104 Angelegenheiten anhängig gemacht, davon 18 auf Französisch (2006: 92; 2005: 107; 2004: 88; 2003: 78). Der Hof hat 95 Entscheide gefällt (2006: 119; 2005: 91; 2004: 82; 2003: 76).

Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2006 à 2007 / Von 2006 auf 2007 übertragene Verfahren	52	
Causes introduites en 2007 / 2007 eingereichte Verfahren	104	
Causes liquidées en 2007 / 2007 erledigte Verfahren	95	
Causes reportées en 2008 / auf 2008 übertragene Verfahren	61	
Total	156	156

La Cour s'est prononcée sur 88 recours qui ont reçu le sort suivant:

Die Strafappellationshof hat 88 Berufungen behandelt, welche folgenden Ausgang nahmen:

Admis / Gutheissung	14
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	23
Rejetés / Abweisung	36
Irrecevables / Nichteintreten	8
Sans objet / Gegenstandslos	3
Retirés / Rückzug	4
Total	88

Ces 88 recours étaient dirigés contre des jugements rendus par:

Diese 88 Berufungen richteten sich gegen Urteile folgender Behörden:

• Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht

Sarine / Saane	24
Singine / Sense	4
Gruyère / Greyerz	3
Lac / See	4
Glâne / Glane	2
Broye / Broye	2
Veveyse / Vivisbach	2
Total	41

• Juge de police / Polizeirichter

Sarine / Saane	23
Singine / Sense	2
Gruyère / Greyerz	9
Lac / See	1
Glâne / Glane	2
Broye / Broye	5
Veveyse / Vivisbach	1
Total	43

- **Juge pénal des mineurs / Jugendstrafrichter** **4**
- **Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht** **0**

La Cour a admis une requête de radiation au casier judiciaire et en a rejeté 3.

Der Strafappellationshof hat ein Gesuch um Löschung eines Eintrags im Strafregister gutgeheissen und 3 abgewiesen.

8. Chambre pénale Strafkammer

En 2007, 1140 affaires ont été inscrites au rôle de la Chambre (a) et de son président (b), dont 132 en allemand (2006: 1072; 2005: 1379; 2004: 1479; 2003: 1099).

a) La Chambre s'est prononcée sur 664 cas (2006: 617; 2005: 862; 2004: 946; 2003: 709) qui se répartissent ainsi:

2007 wurden 1140 Angelegenheiten vor der Kammer (a) und ihrem Präsidenten (b) anhängig gemacht, davon 1008 auf Französisch (2006: 1072; 2005: 1379; 2004: 1479; 2003: 1099).

a) Die Kammer hat 664 Fälle erledigt (2006: 617; 2005: 862; 2004: 946; 2003: 709), die sich wie folgt verteilen:

• Visa du maintien en détention préventive / <i>Visum der Aufrechterhaltung der Untersuchungshaft</i>	411 ¹
• Recours contre décisions / <i>Beschwerden gegen Entscheide</i>	169
- du juge d'instruction / <i>des Untersuchungsrichters</i>	122
- du juge de la détention / <i>des Haftrichters</i>	34
dont / <i>davon</i>	
o mise en détention / <i>Untersuchungshaft</i>	21
o refus de mise en liberté / <i>Verweigerung der Freilassung</i>	13
- du tribunal pénal d'arrondissement / <i>des Bezirksstrafgerichts</i>	4
- du juge pénal des mineurs / <i>des Jugendstrafrichters</i>	5
- du préfet / <i>des Oberamtmannes</i>	3
- de la Cour d'appel pénal / <i>des Strafappellationshofes</i>	0
- du juge de police / <i>des Polizeirichters</i>	1
• Demandes de révision / <i>Revisionsgesuche</i>	5
• Requêtes d'indemnité / <i>Entschädigungsgesuche</i>	59
• Non-lieu / <i>Einstellung</i>	7
• Divers / <i>Verschiedenes</i>	13
	664

L'art. 242 CPP confère le droit à une indemnité à l'encontre de l'Etat à celui qui subit un préjudice causé par une arrestation ou une détention injustifiée ou par une erreur judiciaire ou par un autre acte de procédure. En application de cette disposition, la Chambre a rendu 59 arrêts (2006: 45), dont 38 ont donné lieu à l'allocation d'une indemnité (2006: 28). 6 requêtes ont été admises et 32 l'ont été partiellement. Les indemnités accordées se sont élevées à 570'135.90 francs (2006: 669'202 francs), alors que les montants requis étaient de 1'137'399.45 francs. Dans un cas, le montant alloué s'est élevé à 338'285.55 francs.

Art. 242 StPO gibt denjenigen Personen einen Anspruch auf eine Entschädigung durch den Staat, welche durch eine ungerechtfertigte Inhaftierung oder Untersuchungshaft oder einen Justizirrtum oder eine andere Prozesshandlung einen Schaden erlitten haben. Die Strafkammer hat in Anwendung dieser Bestimmung 59 Urteile gefällt (2006: 45) und dabei in 38 Fällen eine Entschädigung zugesprochen (2006: 28). 6 Gesuche wurden vollständig und 32 teilweise gutgeheissen. Die Summe der zugesprochenen Entschädigungen belief sich auf Fr. 570'135.90 (2006: Fr. 669'202.–) und jene der beantragten Entschädigungen auf Fr. 1'137'399.45. In einem Fall wurde ein Betrag von Fr. 338'285.55 zugesprochen.

b) Hormis les 355 arrêts relatifs à l'assistance judiciaire, dont 42 rejets, soit une augmentation supérieure à 20 % (2006: 293, dont 37 rejets), le Président de la Chambre pénale a rendu 157 décisions, dont 139 traitaient de mesures de surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (2006: 151, dont 136; 2005: 182, dont 176; 2004: 185, dont 4). 131 mesures de surveillance ont été approuvées et 8 ont été rejetées; elles tendaient à 261 mises sous surveillance, soit 68 branchements directs et 193 contrôles rétroactifs ponctuels.

¹ dont 8 en allemand / *davon 8 auf deutsch*

b) Abgesehen von den 355 Gesuchen um Bezeichnung eines amtlichen Verteidigers (wovon 42 abgewiesen wurden), was einer Zunahme von mehr als 20 % entspricht (2006: 293, wovon 37 Abweisungen), hat der Präsident der Strafkammer über 157 Fälle entschieden, darunter 139 Massnahmen zur Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs (2006: 151, darunter 136; 2005: 182, darunter 176; 2004: 185, darunter 156). 131 Überwachungsmassnahmen wurden genehmigt und 8 verweigert; sie bezogen sich auf insgesamt 261 Überwachungshandlungen, von denen 68 auf Direktschaltungen und 193 auf rückwirkende Kontrollen entfielen.

9. Autres attributions du Tribunal cantonal *Weitere Aufgaben des Kantonsgerichts*

Récusation / *Ausstand*

Le Tribunal cantonal a pris acte de la récusation

- d'un tribunal civil ou d'un président de tribunal et de son suppléant dans 15 cas
- d'une chambre des prud'hommes ou d'un président de chambre et de son suppléant dans 1 cas
- d'un tribunal pénal ou d'un président de tribunal et de son suppléant dans 2 cas
- d'un juge de police dans 3 cas
- des juges d'instruction dans 12 cas
- d'une justice de paix dans 1 cas

Ces affaires ont été renvoyées à la connaissance d'une autre autorité judiciaire de même degré.

Das Kantonsgericht hat vom Ausstand

- *eines Zivilgerichts oder eines Gerichtspräsidenten und dessen Stellvertreters in 15 Fällen*
- *einer Gewerbekammer oder eines Präsidenten dieser Kammer und dessen Stellvertreters in 1 Fall*
- *eines Strafgerichts oder eines Gerichtspräsidenten und dessen Stellvertreters in 2 Fällen*
- *eines Polizeirichters in 3 Fällen*
- *der Untersuchungsrichter in 12 Fällen*
- *eines Friedensgerichts in 1 Fall*

Vormerk genommen. Diese Angelegenheiten wurden einer anderen Gerichtsbehörde gleichen Grades zur weiteren Behandlung überwiesen.

Divers / *Verschiedenes*

En application des règles relatives à l'entraide judiciaire nationale ou internationale en matière civile ou commerciale, le Tribunal cantonal a connu de 179 affaires concernant des communications diverses ou des commissions rogatoires.

In Anwendung der Regeln über die nationale oder internationale Rechtshilfe in Zivil- oder Handelssachen hat das Kantonsgericht über 179 Gesuche betreffend Zustellungen oder rogatorische Einvernahmen entschieden.

10.
Recours au Tribunal fédéral
Beschwerden an das Bundesgericht

	Admis <i>Gut- heissung</i>	Partiellement admis <i>Teilweise Gutheissung</i>	Rejetés <i>Abweisung</i>	Irrecevables <i>Nichteintreten</i>	Sans objet <i>Gegen- standslos</i>	Retirés <i>Rückzug</i>	Total
Tribunal cantonal <i>Kantonsgericht</i>	0	0	1	2	0	0	3
I ^e Cour d'appel <i>I. Appellationshof</i>	1	1	18	7	0	2	29
II ^e Cour d'appel <i>II. Appellationshof</i>	0	1	3	5	1	2	12
Chambre des poursuites et des faillites <i>Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</i>	1	0	3	5	0	0	9
Cour de modération <i>Moderationshof</i>	1	0	1	0	0	0	2
Chambre des tutelles <i>Vormundschaftskammer</i>	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel pénal <i>Strafappellationshof</i>	2	1	13	3	1	1	21
Chambre pénale <i>Strafkammer</i>	0	0	6	18	0	0	24
Président de la Chambre pénale <i>Präsident der Straf- kammer</i>	0	1	0	0	0	0	1
Total	5	4	45	40	2	5	101

11. Assistance judiciaire Unentgeltliche Rechtspflege

En matière civile / in Zivilsachen

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst</i>				
Arrondissements Bezirke	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)</i>	Refusée Abweisung	Retirée Rückzug
Sarine / Saane	264	11	56	12
Singine / Sense	43	8	17	3
Gruyère / Greyerz	117	4	19	1
Lac / See	44	4	18	1
Glâne / Glane	31	3	13	2
Broye / Broye	36	11	24	1
Veveyse / Vivisbach	36	4	3	2
Total	571	45	150	22

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst</i>				
Arrondissements Bezirke	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)</i>	Refusée Abweisung	Retirée Rückzug
Sarine / Saane	23	0	6	0
Singine / Sense	10	0	4	4
Gruyère / Greyerz	11	0	6	1
Lac / See	13	1	5	2
Glâne / Glane	6	1	4	1
Broye / Broye	7	0	3	0
Veveyse / Vivisbach	4	3	2	1
Total	74	5	30	9

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst</i>				
	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)</i>	Refusée Abweisung	Retirée Rückzug
I ^e Cour d'appel / <i>I. Appellationshof</i>	6	0	1	1
II ^e Cour d'appel / <i>II. Appellationshof</i>	12	0	0	0
Cour de modération / <i>Moderationshof</i>	0	0	0	0
Chambre LP <i>Schuldbetreibungs- u. Konkurskammer</i>	0	0	2	0
Total	18	0	3	1

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés /
 Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von
 Sicherheiten umfasst

	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i> (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
I ^e Cour d'appel / <i>I. Appellationshof</i>	0	0	2	0
II ^e Cour d'appel / <i>II. Appellationshof</i>	0	0	0	0
Chambre LP <i>Schuldbetreibungs- u. Konkurskammer</i>	0	0	0	0
Total	0	0	2	0

En matière pénale / in Strafsachen

Le Président de la Chambre pénale a rendu 355 arrêts en matière d'assistance judiciaire (2006: 293; 2005: 336; 2004: 322; 2003: 276). Il a désigné un défenseur au prévenu, en application de l'art. 37 CPP, dans 263 cas (2006: 197; 2005: 237; 2004: 231; 2003: 210), et au lésé, en application de l'art. 40 al. 2 CPP, dans 33 cas (2006: 46; 2005: 29; 2004: 35; 2003: 39).

Der Präsident der Strafkammer hat 355 Entscheide im Bereich der unentgeltlichen Rechtspflege gefällt (2006: 293; 2005: 336; 2004: 322; 2003: 276). Er hat in Anwendung von Art. 37 StPO in 263 Fällen (2006: 197; 2005: 237; 2004: 231; 2003: 210) dem Beschuldigten und in Anwendung von Art. 40 Abs. 2 StPO in 33 Fällen (2006: 46; 2005: 29; 2004: 35; 2003: 39) dem Geschädigten einen Verteidiger zugewiesen.

B.

Ministère public Staatsanwaltschaft

La Procureure générale ou ses substituts ont interjeté 9 recours en appel pénal (2006: 10; 2005: 15; 2004: 12; 2003: 5). 2 recours ont été admis et 1 rejeté. Le Ministère public s'est en outre déterminé à 59 reprises sur des appels.

Die Staatsanwältin oder ihre Substitute haben 9 Berufungen eingereicht (2006: 10; 2005: 15; 2004: 12; 2003: 5). 2 Berufung wurden gutgeheissen und 1 abgewiesen. Die Staatsanwaltschaft hat ausserdem in 59 Fällen eine Vernehmlassung eingereicht.

Le Ministère public a interjeté 6 recours auprès de la Chambre pénale (2006: 13; 2005: 6; 2004: 7; 2003: 6). 3 recours ont été admis et 1 rejeté. Le Ministère public s'est déterminé à 108 reprises sur des affaires enregistrées auprès de la Chambre.

Die Staatsanwaltschaft hat bei der Strafkammer 6 Beschwerden eingereicht (2006: 13; 2005: 6; 2004: 7; 2003: 6). 3 Beschwerden wurden gutgeheissen und 1 abgewiesen. Die Staatsanwaltschaft hat in 108 Fällen eine Vernehmlassung eingereicht.

La Procureure générale ou ses six substituts ont comparu à 249 reprises devant les tribunaux de 1^{ère} instance et à 21 reprises devant la Cour d'appel pénal. Ils ont également participé à 199 auditions d'instruction.

Die Staatsanwältin oder ihre 6 Substitute sind in 249 Fällen vor den Gerichten 1. Instanz und in 21 Fällen vor dem Strafappellationshof aufgetreten. Sie haben auch an 199 untersuchungsrichterlichen Einvernahmen teilgenommen.

C. Tribunaux d'arrondissement Bezirksgerichte

1. Affaires civiles / Zivilverfahren

a) aa. Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte

Tribunaux d'arrondissement Bezirksgerichte	Affaires inscrites au rôle / Eingereichte Angelegenheiten	Affaires liquidées / Erledigte Angelegen- heiten	Affaires en cours / Hängige Angelegenheiten	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2005/ davon bis 31.12.2005 eingereicht
Sarine / Saane	285 ¹⁾	322 ²⁾	274 ³⁾	10
Singine / Sense	86	94	49	5
Gruyère / Greyerz	127	132	126	13
Lac / See	70 ⁴⁾	81 ⁵⁾	50 ⁶⁾	4
Glâne / Glane	60	59	43	6
Broye / Broye	61	80	69	10
Veveyse / Vivisbach	44	42	39	0
Total	733	810	650	48

En 2006	767	699	688
En 2005	719	722	683

- (1) dont 13 en allemand / davon 13 auf Deutsch (2006: 18)
(2) dont 20 en allemand / davon 20 auf Deutsch (2006: 9)
(3) dont 19 en allemand / davon 19 auf Deutsch (2006: 26)
(4) dont 26 en français / davon 26 auf Französisch (2006: 17)
(5) dont 22 en français / davon 22 auf Französisch (2006: 13)
(6) dont 18 en français / davon 18 auf Französisch (2006: 14)

Objets des jugements rendus Gegenstand der Entscheide	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
	A. Code civil / Zivilgesetzbuch							
1. Droit des personnes / Personenrecht	3	0	1	0	1	0	0	5
2. Droit de la famille / Familienrecht								
a) divorce / Scheidung	105	29	48	19	18	33	12	264
b) séparation de corps / Trennung	4	0	1	0	1	0	0	6
c) action en désaveu / Anfechtungsklage	5	0	4	4	1	3	0	17
d) recherche en paternité / Vaterschaftsklage	8	3	0	1	1	0	1	14
e) droit de la tutelle / Vormundschaftsrecht	32	29	38	6	14	2	12	133
f) divers / Verschiedenes	8	4	1	1	0	0	0	14
3. Droit des successions / Erbrecht	3	6	3	7	1	5	1	26
4. Droits réels / Sachenrecht	8	2	3	1	3	3	0	20

Objets des jugements rendus <i>Gegenstand der Entscheide</i>	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
B. Code des obligations / <i>Obligationenrecht</i>								
1. Actions résultant des contrats / <i>Klagen aus Vertrag</i>	69	11	9	20	9	12	8	138
2. Actions résultant d'actes illicites / <i>Klagen aus unerlaubter Handlung</i>	5	1	0	2	0	1	2	11
3. Droit des sociétés / <i>Gesellschaftsrecht</i>	2	0	0	2	1	2	0	7
4. Autres / <i>Andere</i>	9	1	1	8	0	1	0	20
C. Autorité de recours / <i>Rechtsmittelinstanz</i>								
1. Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerden gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	18	4	14	0	2	6	2	46
2. Recours sur mesures protectrices de l'union conjugale / <i>Beschwerden gegen Eheschutzmassnahmen</i>	14	2	4	1	2	3	3	29
D. Autres lois fédérales ou cantonales / <i>Andere eidgenössische oder kantonale Gesetze</i>								
	29	2	5	9	5	9	1	60
Total général / <i>Gesamttotal</i>	322	94	132	81	59	80	42	810

a) bb. Présidents de tribunaux / *Gerichtspräsidenten*

Président de tribunaux <i>Gerichtspräsidenten</i>	Affaires inscrites au rôle / <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	Affaires en cours / <i>Hängige Angelegenheiten</i>	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2005 / davon bis 31.12.2005 <i>eingereicht</i>
Sarine / <i>Saane</i>	3896 ¹⁾	3762 ²⁾	982 ³⁾	56
Singine / <i>Sense</i>	823	787	219	0
Gruyère / <i>Greyerz</i>	1455	1413	442	20
Lac / <i>See</i>	821 ⁴⁾	820 ⁵⁾	124 ⁶⁾	1
Glâne / <i>Glane</i>	624	628	70	1
Broye / <i>Broye</i>	885	859	232	6
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	498	495	105	2
Total	9002	8764	2174	86

En 2006 7888 8499 2048
En 2005 8128 8881 2057

- (1) dont 65 en allemand / *davon 65 auf Deutsch* (2006: 78)
(2) dont 58 en allemand / *davon 58 auf Deutsch* (2006: 59)
(3) dont 31 en allemand / *davon 31 auf Deutsch* (2006: 26)
(4) dont 266 en français / *davon 266 auf Französisch* (2006: 221)
(5) dont 263 en français / *davon 263 auf Französisch* (2006: 227)
(6) dont 40 en français / *davon 40 auf Französisch* (2006: 39)

Objets des jugements et ordonnances rendus Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine Säane	Singine Sense	Gruyère Greizer	Lac See	Gläne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vvisbach	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet / <i>Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	195	64	84	51	30	55	23	502
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet / <i>Trennung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	10	2	6	1	5	2	1	27
3. Modification de jugements de divorce / <i>Abänderung von Scheidungsurteilen</i>	50	7	22	7	8	13	9	116
4. Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification (art. 172 CC) / <i>Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung (Art. 172 ZGB)</i>	163	21	43	28	37	59	33	384
5. Affaires pécuniaires (art. 139 LOJ) / Vermögensrechtliche Streitigkeiten (art. 139 GOG)	155	31	40	28	22	27	12	315
6. Mesures provisionnelles et leur modification / <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	209	28	117	57	18	38	28	495
7. Inscription provisoire des hypothèques légales des entrepreneurs et artisans / <i>Vorläufige Eintragung von Pfandrechten der Handwerker und Unternehmer</i>	28	1	15	15	9	40	3	111
8. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire / <i>Entscheide betreffend die unentgeltliche Rechtspflege</i>	372	84	160	85	61	82	55	899
9. Décisions rendues en vertu de la LELP / <i>Entscheide gestützt auf das EGSchKG</i>	2330	469	828	463	409	491	301	5291
a) Mainlevée / <i>Rechtsöffnung</i>	1642	250	563	270	254	345	223	3547
b) Annulation et suspension de la poursuite. 85 LP/SchKG/Richterliche Aufhebung oder Einstellung der Betreibung im summarischen Verfahren	3	0	4	0	0	0	0	7
c) Action en constatation négative (art. 85a LP/SchKG)/ <i>Negative Feststellungsklage</i>	15	2	0	2	5	1	0	25
d) Action en contestation de l'épuration de l'état de charges (art. 140 LP/SchKG)/ <i>Bestreitung der Lastenbereinigung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
e) Contestation de l'état de collocation/ <i>Klage auf Anfechtung des Kollokationsplans</i>	0	0	1	0	0	0	0	1
f) Ouverture de la faillite/ <i>Konkurrenzeröffnung</i>	499	172	166	143	115	103	56	1254
g) Suspension de la faillite faute d'actif/ <i>Einstellung des Konkursverfahrens mangels Aktiven</i>	74	12	26	13	7	17	0	149
h) Liquidation sommaire de la faillite/ <i>Summarisches Konkursverfahren</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
i) Décision relative au retour à meilleure fortune (art. 265a al. 1 et 3 LP/SchKG)/ <i>Entscheid über die Feststellung neuen Vermögens</i>	0	10	22	10	9	12	13	76
j) Action en constatation du retour ou non retour à meilleure fortune (art. 265a al.4 LP/SchKG)/ <i>Klage auf Bestreitung oder Feststellung des Neuen Vermögens</i>	1	0	0	0	1	1	8	11
k) Clôture de faillite/ <i>Schluss des Konkursverfahrens</i>	62	14	34	9	13	7	0	139
l) Séquestre/ <i>Arrest</i>	7	2	7	7	0	3	0	26
m) Sursis concordataire/ <i>Nachlassstundung</i>	8	0	0	1	0	0	0	9
n) Concordats homologués/ <i>Bestätigte Nachlassverträge</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
dont/davon								
aa) Concordats-dividende (ordinaires)/ <i>Ordentliche Nachlassverträge</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
bb) Concordats par abandon d'actif/ <i>Nachlassverträge mit Vermögens- Abtretung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
o) Révocation du concordat/ <i>Widerruf des Nachlassvertrags</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
p) Divers/ <i>Verschiedenes</i>	19	7	5	8	5	2	1	47
10. Bénéfices d'inventaires / <i>Inventaraufnahmen</i>	1	1	2	0	0	0	0	4
11. Répudiation de successions / <i>Ausschlagung der Erbschaft</i>	61	12	30	19	11	13	8	154
12. Annulation de titres / <i>Aufhebung von Wertpapieren</i>	26	12	13	8	6	6	2	73
13. Commissions rogatoires / <i>Rechtshilfebegehren</i>	8	19	20	20	1	1	9	78
14. Exécution des jugements (art. 348ss CPC/ZPO)/ <i>Urteilsvollstreckung</i>	7	2	3	3	0	2	0	17
15. Divers / <i>Verschiedenes</i>	147	34	30	35	11	30	11	298
Total général / Gesamttotal	3762	787	1413	820	628	859	495	8764

b) Chambres des tutelles / Vormundschaftskammern

Les Chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement ont rendu 195 décisions (2006: 182; 2005: 168; 2004: 162; 2003: 206), dont 67 en qualité d'autorité de recours contre des décisions de Justices de paix (art. 5 LOT) et 128 dans des causes qui leur étaient soumises en première instance (art. 6 LOT).

Die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte haben 195 Entscheide gefällt (2006: 182; 2005: 168; 2004: 162; 2003: 206), davon 67 auf Beschwerde gegen Entscheide der Friedensgerichte (Art. 5 GOV) und 128 als erste Instanz (Art. 6 GOV).

Arrondissements Bezirke	Autorité de recours (art. 5 LOT) Beschwerdeinstanz (Art. 5 GOV)	Première instance (art. 6 LOT) Erste Instanz (Art. 6 GOV)	Total Total
Sarine / Saane	20	37	57
Singine / Sense	15	22	37
Gruyère / Greyerz	15	30	45
Lac / See	2	10	12
Glâne / Glane	7	7	14
Broye / Broye	6	6	12
Veveyse / Vivisbach	2	16	18
Total	67	128	195

c) Juridiction des prud'hommes / Gewerbegerichtsbarkeit

Présidents des Chambres des prud'hommes Präsidenten der Gewerbekammern

Les Présidents des Chambres des prud'hommes des tribunaux d'arrondissement ont été saisis de 180 causes (2006: 150; 2005: 183; 2004: 183; 2003: 182) qui se répartissent ainsi :

Bei den Präsidenten der Gewerbekammern der Bezirksgerichte wurden 180 Angelegenheiten eingereicht (2006: 150; 2005: 183; 2004: 183; 2003: 182), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2007 / per 01.01.2007 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2007 / per 31.12.2007 hängi- ge Angelegenheiten
Sarine / Saane	36	80	74	42
Singine / Sense	1	10	9	2
Gruyère / Greyerz	5	27	25	7
Lac / See	3	23	23	3
Glâne / Glane	1	8	9	0
Broye / Broye	3	11	14	0
Veveyse / Vivisbach	1	21	4	18
Total	50	180	158	72

Chambres des prud'hommes / Gewerbekammern

Elles ont été saisies de 186 causes (2006: 181; 2005: 156; 2004: 173; 2003: 159) qui se répartissent ainsi :

Es wurden 186 Angelegenheiten eingereicht (2006: 181; 2005: 156; 2004: 173; 2003: 159), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2007 / per 01.01.2007 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2007/ per 31.12.2007 hängi- ge Angelegenheiten
Sarine / Saane	88	103	85	106
Singine / Sense	3	8	8	3
Gruyère / Greyerz	26	20	32	14
Lac / See	6	16	17	5
Glâne / Glane	4	8	11	1
Broye / Broye	5	16	16	5
Veveyse / Vivisbach	7	15	8	14
Total	139	186	177	148

d) Juridiction des baux / Mietgerichtsbarkeit

Présidents des tribunaux des baux / Mietgerichtspräsidenten

Les Présidents des tribunaux des baux ont été saisis de 295 causes (2006: 277; 2005: 333; 2004: 359; 2003: 330) qui se répartissent ainsi:

Bei den Mietgerichtspräsidenten wurden 295 Angelegenheiten eingereicht (2006: 277; 2005: 333; 2004: 359; 2003: 330), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2007 / per 01.01.2007 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2007 / per 31.12.2007 hängi- ge Angelegenheiten
Sarine / Saane	31	179	172	38
Singine et Lac / Sense und See	5	25	28	2
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	16	91	95	12
Total	52	295	295	52

Tribunaux des baux / Mietgerichte

Ils ont été saisis de 35 causes (2006: 51; 2005: 34; 2004: 53; 2003: 63) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 35 Angelegenheiten eingereicht (2006: 51; 2005: 34; 2004: 53; 2003: 63), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2007 / per 01.01.2007 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2007 / per 31.12.2007 hängige Angelegenheit
Sarine / Saane	24	21	19	26
Singine et Lac / Sense und See	2	8	9	1
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	6	6	7	5
Total	32	35	35	32

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Sarine	Singine Senze	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle / Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111-136 CP / StGB)	35	6	3	1	2	2	0	49
Meurtre / Vorsätzliche Tötung	2	0	0	0	1	0	0	3
Assassinat / Mord	0	0	0	0	0	0	0	0
Meurtre passionnel / Totschlag	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence / Fahrlässige Tötung	1	0	0	0	1	0	0	2
Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / Fahrlässige Tötung als Folge einer Widerhandlung Gegen das SVG	0	0	0	1	0	1	0	2
Lésions corporelles / Körperverletzungen	12	3	1	0	0	1	0	17
Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / Körperverletzungen als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	20	3	2	0	0	0	0	25
2. Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172 CP / StGB)	70	13	12	5	1	32	0	133
Abus de confiance / Veruntreuung	0	1	0	1	0	0	0	2
Vol / Diebstahl	22	4	5	1	0	9	0	41
Brigandage / Raub	8	0	0	1	1	0	0	10
Escroquerie / Betrug	8	0	2	1	0	2	0	13
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	1	0	1	0	0	3	0	5
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit / Check- und Kreditkartenmissbrauch	0	0	1	0	0	0	0	1
Extorsion et chantage / Erpressung	3	0	0	0	0	0	0	3
Gestion déloyale / Ungetreue Geschäftsbesorgung	0	1	0	0	0	0	0	1
Recel / Hehlerei	6	1	0	0	0	1	0	8
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes / Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder -vergehen	0	1	0	0	0	2	0	3
Divers / Verschiedenes	22	5	3	1	0	15	0	46
3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé / Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich (Art. 173-179 CP / StGB)	12	3	1	0	0	0	0	16
4. Crimes ou délits contre la liberté / Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit (Art. 180-186 CP / StGB)	28	8	4	1	0	7	0	48
Menaces / Drohung	8	1	1	0	0	0	0	10
Contrainte / Nötigung	3	4	0	0	0	1	0	8
Violation de domicile / Hausfriedensbruch	14	3	3	1	0	6	0	27
Divers / Verschiedenes	3	0	0	0	0	0	0	3
5. Infractions contre l'intégrité sexuelle / Strafbare Handlungen gegen die Sexuelle Integrität (Art. 187-200 CP / StGB)	13	4	3	1	1	7	0	29
Mise en danger du développement de mineurs / Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen	2	1	1	0	0	2	0	6
Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels / Angriff auf die sexuelle Freiheit und Ehre	2	0	2	0	0	4	0	8
Divers / Verschiedenes	9	3	0	1	1	1	0	15

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Grejerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse, Vivisbach	Total
6. Délits contre la famille / Vergehen gegen die Familie (Art. 213-220 CP / StGB)	4	1	0	0	0	0	0	5
Violation d'une obligation d'entretien / Vernachlässigung von Unterhaltspflichten	3	1	0	0	0	0	0	4
Divers / Verschiedenes	1	0	0	0	0	0	0	1
7. Crimes ou délits créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen (Art. 221-230 CP / StGB)	3	0	0	0	0	1	0	4
Incendie intentionnel / Brandstiftung	1	0	0	0	0	1	0	2
Incendie par négligence / Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	2	0	0	0	0	0	0	2
8. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht, (Art. 240-250 CP / StGB)	1	0	0	0	0	4	0	5
9. Faux dans les titres / Urkundenfälschung (Art. 251-257 CP / StGB)	8	2	1	1	0	2	0	14
10. Crimes ou délits contre la paix publique / Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden (Art. 258-263 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
11. Infractions contre l'autorité publique / Strafbare Handlungen gegen die öffentliche Gewalt (Art. 285-295 CP / StGB)	12	1	0	0	0	0	0	13
12. Crimes ou délits contre l'administration de la justice / Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege (Art. 303-311 CP / StGB)	5	0	1	0	1	1	0	8
Induction de la justice en erreur / Ireführung der Rechtspflege	1	0	0	0	0	0	0	1
Blanchissage d'argent / Geldwäscherei	3	0	0	0	1	1	0	5
Fausse déclaration d'une partie en justice / Falsche Beweisaussage der Partei	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	1	0	1	0	0	0	0	2
13. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels / Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht (Art. 312-322 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
14. Infractions à la LCR / Verstöße gegen das SVG	30	11	5	5	0	15	3	69
Art. 90 ch. 1 / Ziff. 1	3	1	1	0	0	2	0	7
Art. 90 ch. 2 / Ziff. 2 (faute grave / schweres Verschulden)	0	1	0	0	0	1	1	3
Art. 91 (conducteurs pris de boisson / Fahren in angetrunkenem Zustand)	8	5	2	1	0	4	1	21
Art. 94 (vol d'usage / Entwendung zum Gebrauch)	7	0	1	1	0	4	0	13
Art. 95 (circulation sans permis / Fahren ohne Ausweis)	5	0	1	2	0	2	0	10
Divers / Verschiedenes	7	4	0	1	0	2	1	15

Nombre d'infractions: <i>Anzahl straffbarer Handlungen:</i>	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Grejerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse, Vivisbach	Total
15. Infractions à la LStup / <i>Verstösse gegen das BetmG</i>	54	17	6	2	1	7	1	88
16. Infractions à la LSEE / <i>Verstösse gegen das ANAG</i>	15	0	0	0	0	3	0	18
17. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales / <i>Verstösse gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze</i>	35	5	2	2	0	5	1	50
TOTAL	325	71	38	18	6	86	5	549

Juges de police / *Polizeirichter*

Nombre de personnes renvoyées : 1031 (2006: 1154; 2005: 1129; 2004: 1005; 2003: 909).

Anzahl der überwiesenen Personen : 1031 (2006: 1154; 2005: 1129; 2004: 1005; 2003: 909).

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Personnes renvoyées <i>Überwiesene Personen</i>	Condamnées <i>Verurteilte</i>	Acquittées <i>Freigesprochene</i>	Retrait de plainte ou d'opposition <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>
Sarine / Saane	502 ⁽¹⁾	205	126	171
Singine / Sense	72	24	12	36
Gruyère / Grejerz	128	47	37	44
Lac / See	97 ⁽²⁾	40	24	33
Glâne / Glane	43	9	24	10
Broye / Broye	136	68	15	53
Veveyse / Vivisbach	53	25	13	15
Total	1031	418	251	362

(1) 63 procédures ont été conduites en allemand /
63 *Verfahren wurden auf Deutsch durchgeführt* (2006: 54).

(2) 33 procédures ont été conduites en français /
33 *Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt* (2006: 54).

Les juges de police ont condamné 8 personnes à des peines privatives de liberté, 59 personnes à un travail d'intérêt général et 130 personnes à une peine pécuniaire. 5 mesures ont été prononcées. 147 peines ont été assorties du sursis et 2 du sursis partiel. Les juges de polices ont infligé 309 amendes. 251 personnes ont été acquittées.

Die Polizeirichter haben 8 Personen zu einer Freiheitsstrafe, 59 Personen zu gemeinnütziger Arbeit und 130 Person zu einer Geldstrafe verurteilt. 5 Massnahmen wurden angeordnet. In 147 Fällen wurde der bedingte und 2 Fällen der teilbedingte Strafvollzug gewährt. Weiter wurden 309 Bussen verhängt. 251 Personen wurden freigesprochen.

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Grejerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse, Vivisbach	Total
Infractions au CP / Strafbare Handlungen gemäss StGB	77	21	20	15	7	33	12	185
Atteinte à l'intégrité corporelle / Körperverletzungen	17	2	5	3	1	3	2	33
Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen	13	9	3	4	2	8	0	39
Atteinte à l'honneur / Ehrverletzungen	12	0	2	1	1	1	2	19
Atteinte au mœurs / Sittlichkeitsdelikte	0	0	0	0	0	1	0	1
Insoumission à une décision de l'autorité / Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen	0	0	1	0	0	1	0	2
Contravention à des dispositions du droit fédéral / Übertretung von Bestimmungen des Bundesrechts	0	1	0	0	0	0	0	1
Conversion d'amendes en arrêts / Umwandlungen von Bussen in Haft	1	3	0	0	2	10	0	16
Divers / Verschiedenes	34	6	9	7	1	9	8	74
Infractions à la LACP / Strafbare Handlungen gemäss EGStGB	10	1	0	2	0	1	0	14
(Art. 8 LACP / EGStGB)	5	0	0	2	0	0	0	7
Divers / Verschiedenes	5	1	0	0	0	1	0	7
Infractions / Strafbare Handlungen	179	27	49	39	7	70	43	414
à la loi sur la pêche / gegen das Fischereigesetz	0	0	1	0	0	0	0	1
à la loi sur la chasse / gegen das Jagdgesetz	1	2	1	0	0	0	0	4
au code forestier / gegen das Waldgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les denrées alimentaires / gegen das Lebensmittelgesetz	0	0	1	0	0	0	0	1
à la loi sur la police des étrangers / gegen das Fremdenpolizeigesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers / gegen das Gesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer	12	4	2	0	1	7	3	29
à la loi sur la protection civile / gegen das Zivilschutzgesetz	5	0	1	1	0	1	0	8
à la loi sur la protection des animaux / gegen das Tierschutzgesetz	0	0	0	1	0	0	1	2
à la loi sur la protection des eaux / gegen das Gewässerschutzgesetz	2	0	0	0	0	0	1	3
à la loi sur les transports publics / gegen das Verkehrsgesetz	12	0	0	0	0	0	0	12
à la loi sur les établissements publics et la danse / gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz	4	0	1	1	0	4	0	10
à la loi sur le chômage / gegen das Arbeitslosenversicherungsgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la navigation intérieure / gegen das Binnenschiffahrtsgesetz	0	0	0	0	0	2	0	2
à la loi sur la circulation routière / gegen das Strassenverkehrsgesetz	105	17	37	31	5	33	31	259
à la loi sur les stupéfiants / gegen das Betäubungsmittelgesetz	15	2	4	3	0	4	0	28
Divers / Verschiedenes	23	2	1	2	1	19	7	55
TOTAL	266	49	69	56	14	104	55	613

Tribunal pénal économique / *Wirtschaftsstrafgericht*

Nombre de personnes jugées: 4 (2006: 4; 2005: 6; 2004: 3; 2003: 6). Le Tribunal a condamné 2 personnes à des peines privatives de liberté et 1 personne à une peine pécuniaire. Les 3 peines ont été assorties du sursis. 1 personne a été acquittée.

Anzahl abgeurteilter Personen: 4 (2006: 4; 2005: 6; 2004: 3; 2003: 6). Das Gericht hat 2 Personen zu Freiheitsstrafen und 1 Person zu einer Geldstrafe verurteilt. Für alle 3 Strafen wurde der bedingte Vollzug gewährt. 1 Person wurde freigesprochen.

Récapitulation / *Zusammenfassung*

En 2007, 1220 personnes ont occupé les tribunaux pénaux du canton (2006: 1390; 2005: 1364; 2004: 1239; 2003: 1099).

2007 wurden 1220 Personen von den kantonalen Strafgerichten abgeurteilt (2006: 1390; 2005: 1364; 2004: 1239; 2003: 1099).

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstraf- gericht</i>	TOTAL
Sarine / <i>Saane</i>	108	502		610
Singine / <i>Sense</i>	26	72		98
Gruyère / <i>Greyerz</i>	11	128		139
Lac / <i>See</i>	8	97		105
Glâne / <i>Glane</i>	6	43		49
Broye / <i>Broye</i>	23	136		159
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	3	53		56
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>			4	4
Total	185	1031	4	1220

Nature du jugement / <i>Art des Urteils</i>	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschafts- strafgericht</i>	TOTAL
Personnes acquittées / <i>Freisprüche</i>	14	251	1	266
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté / <i>Verurteilungen zu Freiheitsstrafen</i>	151	8	2	161
Personnes condamnées à des TIG / <i>Verurteilungen zu gemeinnützigen Arbeiten</i>	4	59	0	63
Personnes condamnées à des peines pécuniaires / <i>Verurteilungen zu Geldstrafen</i>	36	130	1	167
à l'amende / <i>zur Busse</i>	97	309	0	406
dont assorties du sursis / <i>davon unter Gewährung des bedingten Strafvollzugs</i>	84	147	3	234
Dont assorties du sursis partiel / <i>davon unter Gewährung der teilbedingte Strafen</i>	23	2	0	25
Retrait de plainte ou d'opposition / <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>	0	360	0	360

**Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis /
*Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs***

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschafts- strafgericht</i>	TOTAL
Sarine / Saane	25	11		36
Singine / Sense	2	1		3
Gruyère / Greyerz	4	10		14
Lac / See	1	4		5
Glâne / Glane	0	0		0
Broye / Broye	1	7		8
Veveyse / Vivisbach	1	1		2
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstraf- gericht</i>			0	
Total	34	34	0	68

Détention préventive / Untersuchungshaft

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glarne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	TPE MSG	Total
Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement <i>Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungshaft im Zeitpunkt des Urteils</i>	37	1	0	1	0	2	0	0	41
Nombre de jours de détention depuis le renvoi <i>Anzahl Tage in Untersuchungshaft seit der Überweisung</i>	3699	79	0	47	0	327	0	0	4152

D.

Juges d'instruction Untersuchungsrichter

	Office des juges d'instruction Untersuchungsrichteramt		Total
	Instructions en français / Untersuchungen auf Französisch	Instructions en allemand / Untersuchungen auf Deutsch	
Affaires inscrites au rôle / Eingegangene Angelegenheiten	14'992	3'085	18'077*
- auteurs identifiés / Täter identifiziert	8'560	1'596	10'156
- auteurs non identifiés / Täter nicht identifiziert	6'432	1'489	7'921
Ordonnances de refus d'ouvrir l'action pénale / Nichtanhandnahmeverfügungen	532	103	635
Ordonnances de classement / Nichtweiterverfolgung	6'167	1'403	7'570
- auteurs identifiés / Täter identifiziert	161	42	203
- auteurs non identifiés / Täter nicht identifiziert	6'006	1'361	7'367
Ordonnances de non-lieu / Einstellungsverfügungen	616	95	711
Ordonnances de transmission à la Chambre pénale / Überweisungsverfügungen an die Strafkammer	1	0	1
Renvois / Überweisungen	263	42	305
- au juge de police / an den Polizeirichter	102	12	114
• Sarine / Saane 62			
• Singine / Sense 4			
• Gruyère / Greyerz 21			
• Lac / See 9			
• Glâne / Glane 5			
• Broye / Broye 7			
• Veveyse / Vivisbach 6			
- au tribunal pénal d'arrondissement / an das Bezirksstrafgericht	156	29	185
• Sarine / Saane 115			
• Singine / Sense 21			
• Gruyère / Greyerz 25			
• Lac / See 6			
• Glâne / Glane 3			
• Broye / Broye 12			
• Veveyse / Vivisbach 3			
- au Tribunal pénal économique / an das WSG	5	1	6
Décisions de dessaisissement, y compris envers préfectures / Abtretungen, inkl. an Oberämtern	1'142	222	1'364

* 2006 : 19'410

	Office des juges d'instruction <i>Untersuchungsrichteramt</i>		Total
	Instructions en français / <i>Untersuchungen auf Französisch</i>	Instructions en allemand / <i>Untersuchungen auf Deutsch</i>	
Ordonnances pénales / <i>Strafbefehle</i>	8'657	1'326	9'983*
- définitives / <i>endgültige</i>	5'573	975	6'548
- frappées d'opposition / <i>Einsprache</i>	312	51	363
- conversion d'amendes / <i>Bussenumwandlungen</i>	2'772	300	3'072
Commissions rogatoires / <i>Rechtshilfebegehren</i>	87	24	111
- nationales / <i>nationale</i>	31	14	45
- internationales / <i>internationale</i>	56	10	66
Nombre de personnes en détention préventive <i>Anzahl der Untersuchungshäftlinge</i>	239	20	259
Nombre de jours de détention <i>Anzahl Tage in Untersuchungshaft</i>	12'357	387	12'744
Affaires en cours <i>Hängige Angelegenheiten</i>	2'248	393	2'641**

* 2006: 11'649

** 2006 : 1'842

E.

Justices de Paix Friedensgerichte

1. Activité judiciaire / Richterliche Tätigkeit

a) du Juge de paix / des Friedensrichters

	2006	2007
- Tentatives de conciliation / <i>Versöhnungsversuche</i> (art. 134 LOJ / GOG) ayant abouti / <i>erfolgreich</i> ayant échoué / <i>gescheitert</i>	25 36	30 43
- Appositions de scellés et prises d'inventaire / <i>Siegelungen und Inventare</i> (art. 162-165 LACC / EGZGB; 418-430 CPC / ZPO)	1685	1682
- Ouvertures de testaments / <i>Testamentseröffnungen</i> (art. 168-172 LACC / EGZGB)	489	353
- Ordonnances de mise à ban / <i>Betretungsverbote</i> (art. 275 al. 1 LACC / EGZGB)	69	67
- Divers / <i>Verschiedenes</i>	213	225

b) de la Justice de paix / des Friedensgerichts

- Sûretés exigées du grevé / <i>Sicherstellung durch den Vorerben</i> (art. 145 LACC / EGZGB)	2	2
- Envoi en possession provisoire ou administration d'office d'une succession / <i>Einstweilige Überlassung der Erbschaft oder</i> <i>Einsetzung einer Erbschaftsverwaltung</i> (art. 166 LACC / EGZGB)	27	53
- Désignation d'un représentant à la communauté héréditaire, etc. / <i>Bestellung eines Vertreters der Erbengemeinschaft</i> <i>usw.</i> (art. 195 LACC / EGZGB)	37	45
- Divers / <i>Verschiedenes</i>	52	332

2. Activité tutélaire de la Justice de paix / Vormundschaftliche Tätigkeit des Friedensgerichts

- Privation de liberté à des fins d'assistance en cas de demeure / <i>Dringende fürsorgliche Freiheitsentziehung</i> (art. 8 LPLFA / FFEG)	347	329
Décision / <i>Entscheid</i>		
• de la justice de paix / <i>des Friedensgerichts</i>	11	16
• d'un médecin / <i>eines Arztes</i>	332	306
• du préfet / <i>des Oberamtmanns</i>	3	5
• du tuteur / <i>des Vormundes</i>	1	2

	2006	2007
- Privation de liberté à des fins d'assistance / <i>Fürsorgetische Freiheitsentziehung</i> (art. 7 LPLFA / FFEG)	137	116
Décision / <i>Entscheid</i>		
• de la justice de paix / <i>des Friedensgerichts</i>	98	93
• d'un médecin / <i>eines Arztes</i>	39	23
- Préavis en cas de procès en vue d'interdiction ou de mise sous conseil légal et en cas de mainlevée de ces mesures / <i>Stellungnahmen in Prozessen betreffend</i> <i>Entmündigung oder Einsetzung einer Beiratschaft und</i> <i>betreffend die Aufhebung dieser Massnahmen</i> (art. 111 et / <i>und</i> 139 LACC / EGZGB)	94	98
- Tutelles provisoires / <i>Vorläufige Entmündigungen</i> (art. 112 LACC / EGZGB)	24	22
- Levée de curatelle / <i>Aufhebung der Beistandschaft</i> (art. 439 CC / ZGB; art. 142 LACC / EGZGB)	396	388
- Consentement de la justice de paix / <i>Zustimmung des Friedensgerichts</i> (art. 421 CC / ZGB)	138	205
- Décisions préalables de la justice de paix / <i>Vorausgehender Beschluss des Friedensgerichts</i> (art. 422 CC / ZGB)	67	68
- Approbation des rapports et comptes de tutelle périodiques ou définitifs / <i>Anzahl der periodischen Prüfungen der Berichte und</i> <i>Rechnungen des Vormundes bzw. der Schlussberichte</i> <i>und Schlussrechnungen</i> (art. 423, 451-453 CC / ZGB)	4719	4285
- Préavis concernant l'adoption / <i>Stellungnahmen betreffend Adoption</i> (art. 265 CC / ZGB; art. 70 LACC / EGZGB)	22	17
- Enregistrement de consentements à l'adoption / <i>Entgegennahme der Zustimmungen zur Adoption</i> (art. 265a CC / ZGB)	9	10
- Décisions sur abstraction du consentement en matière d'adoption / <i>Entscheid betreffend Absehen von der Zustimmungen</i> <i>zur Adoption</i> (art. 265d CC / ZGB; art. 70bis LACC / EGZGB)	0	0
- Mesures nécessaires concernant les relations personnelles parents-enfants / <i>Anordnungen betreffend den persönlichen Verkehr</i> <i>Eltern-Kind</i> (art. 275 CC / ZGB)	168	107
- Approbations de conventions relatives aux contributions d'entretien / <i>Genehmigung von Unterhaltsverträgen</i> (art. 287 CC / ZGB)	273	347
- Nomination de tuteurs / <i>Ernennung eines Vormundes</i> (art. 298 al. 2 CC / ZGB)	58	70

- Modification de dispositions d'un jugement matrimonial concernant / <i>Abänderung eines Urteils in Ehesachen betreffend</i>		
• les relations personnelles (droit de visite) / <i>den persönlichen Verkehr (Besuchsrecht)</i> (art. 134 al. 4 CC / ZGB)	46	37
• les mesures de protection de l'enfant / <i>die Kinderschutzmassnahmen</i> (art. 315b al. 2 CC / ZGB)	36	6

F.

Chambre pénale des mineurs

Jugendstrafkammer

1. Dénonciations et plaintes / *Anzeigen und Strafanträge*

En 2007, la Chambre pénale des mineurs a inscrit 1876 affaires au rôle (2199 en 2006) concernant 1366 enfants ou adolescents (1473 en 2006).

2007 wurden bei der Jugendstrafkammer 1876 Angelegenheiten anhängig gemacht (2006: 2199), welche 1366 Kinder und Jugendliche betrafen (2006: 1473).

Répartition par âge et par sexe / <i>Aufteilung nach Alter und Geschlecht</i>	2006	2007
Enfants (10-15 ans révolus) / <i>Kinder (10-15 Jahre)</i>	536	437
Adolescents (15-18 ans révolus) / <i>Jugendliche (15-18 Jahre)</i>	1663	1439
Filles/ <i>Mädchen</i>	395	354
Garçons / <i>Knaben</i>	1804	1522
Répartition linguistique / <i>Aufteilung nach Sprache</i>		
Mineurs de langue allemande / <i>Minderjährige deutscher Sprache</i> , soit le 23,5 % (23,2 % en 2006) / <i>d.h 23,5 % (2006 : 23,2 %)</i>	511	441
Mineurs de langue française / <i>Minderjährige franz. Sprache</i> , soit le 76,5 % (76,8 % en 2006 / <i>d.h. 76,5 % (2006 : 76,8 %)</i>)	1688	1435
Répartition selon le domicile / <i>Aufteilung nach Wohnsitz</i>		
Fribourg-Ville / <i>Stadt Freiburg</i>	384	368
Sarine-Campagne / <i>Saane-Land</i>	394	344
Singine / <i>Sense</i>	171	205
Gruyère / <i>Greyerz</i>	237	221
Lac / <i>See</i>	319	181
Broye / <i>Broye</i>	236	160
Glâne / <i>Glane</i>	121	99
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	89	75
Autres cantons / <i>Andere Kantone</i>	226	202
Etrangers sans domicile fixe en Suisse / <i>Ausländer ohne festen Wohnsitz in der Schweiz</i>	22	21
Total	2199	1876

2. Nombre de mineurs entendus par le Juge / <i>Anzahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen</i>	507	584
--	------------	------------

3. Mesures à titre provisionnel / *Vorsorgliche Massnahmen*

Détention avant jugement / <i>Untersuchungshaft</i> représentant 232 jours (187 en 2006)	29	26
Observation / <i>Beobachtung</i> représentant 1180 jours (1654 en 2006)	17	10
Placement à titre provisionnel / <i>Vorsorgliche Unterbringung</i> représentant 4080 jours (3031 en 2006)	39	33
Autres mesures de protection à titre provisionnel / <i>Andere vorsorgliche Schutzmassnahmen</i>	--	--

4. Enquêtes / Strafuntersuchungen

Les enquêtes en cours au 1^{er} janvier 2007 et celles ouvertes durant l'année, soit au total 2525 (2898 en 2006), ont connu le sort suivant:

Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2007 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, das heisst insgesamt 2525 (2006: 2898), nahmen folgenden Ausgang:

Refus d'ouvrir l'action pénale / Nichtanhandnahme	48	36
Classement / Nichtweiterverfolgung	73	60
Non-lieu / Einstellung	183	168
Non-lieu rendu suite à une médiation / Einstellung nach Mediation	117	144
Non-lieu rendu suite à un retrait de plainte / Klagerückzug	302	284
Non-lieu rendu à la place d'une exemption de peine / Einstellung anstatt einer Strafbefreiung (7+21 DPMIn/JSTG)	--	23
Dessaisissements / Abtretungen	102	106
Ordonnances pénales / Strafbefehle	956	677
Renvois devant le Juge unique ou devant la Chambre / Überweisung an den Einzelrichter oder an die Kammer	468	536
Enquêtes en cours / Hängige Untersuchungen	<u>649</u>	<u>491</u>
Total	2898	2525

5. Affaires déléguées au Bureau de la Médiation / An das Büro für Mediation übertragene Angelegenheiten

Nombre d'affaires déléguées par les juges / Anzahl der von den Richtern übertragenen Angelegenheiten, concernant (nombre de mineurs mis en cause) / davon betroffene Minderjährige	79	99
	153	161
Processus ayant conduit à un accord de médiation / Verfahren, die zu einer Vereinbarung geführt haben, concernant (nombre de mineurs) / davon betroffene Minderjährige	54	73
	65	144
Processus n'ayant pas abouti à un accord de médiation / Verfahren, die zu keiner Vereinbarung geführt haben, concernant (nombre de mineurs) / davon betroffene Minderjährige	13	29
	28	49
Processus en cours au 31 décembre 2007 / Per 31. Dezember 2007 hängige Verfahren, concernant (nombre de mineurs) / davon betroffene Minderjährige	40	31
	91	48

6. Activité de la Chambre / Tätigkeit der Kammer

La Chambre s'est réunie à 14 reprises en 2007 (12 en 2006) et 27 mineurs (23 en 2006) ont été jugés.

Die Kammer hat 2007 14 mal getagt (2006: 12) und dabei 27 Minderjährige abgeurteilt (2006: 23).

7. Infractions / Strafbare Handlungen

a) Code pénal / Strafgesetzbuch

contre la vie et l'intégrité corporelle / gegen Leib und Leben

Homicide par négligence / Fahrlässige Tötung	1	--
Complicité de meurtre / Gehilfenschaft zu vorsätzlicher Tötung	--	--
Infanticide / Kindestötung	--	--
Lésions corporelles simples / Einfache Körperverletzung	14	23

	2006	2007
Lésions corporelles graves / <i>Schwere Körperverletzung</i>	1	1
Lésions corporelles par négligence / <i>Fahrlässige Körperverletzung</i>	1	1
Voies de fait / <i>Tätlichkeiten</i>	22	7
Mise en danger de la vie d'autrui / <i>Gefährdung des Lebens</i>	--	3
Omission de prêter secours / <i>Unterlassung der Nothilfe</i>	1	--
Fausse alerte / <i>Falscher Alarm</i>	--	--
Rixe / <i>Raufhandel</i>	10	15
Agression / <i>Angriff</i>	10	14
Remise de substances nocives / <i>Verabreichen Gesundheits- gefährdender Stoffe</i>	--	1
contre le patrimoine / gegen das Vermögen		
Appropriation illégitime / <i>Unrechtmässige Aneignung</i>	5	5
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	6	2
Vol (simple: 76; en bande: 3; par métier: 3; au préjudice des proches: 1) / <i>Diebstahl (einfacher: 76; bandenmässiger: 3; gewerbsmässiger: 3; zum Nachteil eines Angehörigen: 1)</i>	55	83
Tentative de vol (simple: 10; en bande: 1, par métier: --) / <i>Diebstahlversuch (einfacher: 10; bandenmässiger: 1 gewerbsmässiger: --)</i>	9	11
Complicité de vol / <i>Gehilfenschaft zum Diebstahl</i>	1	12
Vol d'importance mineure / <i>Geringfügiger Diebstahl</i>	15	8
Brigandage (avec arme: 1; en bande : --) / <i>Raub (bewaffneter: 1; bandenmässiger: --)</i>	7	9
Dommages à la propriété / <i>Sachbeschädigung</i>	65	48
Escroquerie / <i>Betrug</i>	1	--
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	2	2
Filouterie d'auberge / <i>Zechprellerei</i>	--	--
Obtention frauduleuse d'une prestation / <i>Erschleichen einer Leistung</i>	--	--
Extorsion / <i>Erpressung</i>	4	1
Recel / <i>Hehlerei</i>	6	12
contre l'honneur et le domaine secret ou privé / gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich		
Diffamation / <i>Üble Nachrede</i>	--	--
Calomnie / <i>Verleumdung</i>	--	--
Injure / <i>Beschimpfung</i>	14	9
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication / <i>Missbrauch einer Fernmeldeanlage</i>	--	--
Violation du domaine secret / <i>Verletzung des Geheimereichs</i>	1	1
contre la liberté / gegen die Freiheit		
Menaces / <i>Drohung</i>	16	5
Contrainte / <i>Nötigung</i>	2	--
Séquestration / <i>Freiheitsberaubung</i>	2	--
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	31	27
contre l'intégrité sexuelle / gegen die sexuelle Integrität		
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / <i>Sexuelle Handlungen mit Kindern</i>	6	5
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance / <i>Schändung</i>	1	6
Contrainte sexuelle / <i>Sexuelle Nötigung</i>	8	6
Viol / <i>Vergewaltigung</i>	1	1
Exhibitionnisme / <i>Exhibitionismus</i>	2	2
Pornographie / <i>Pornographie</i>	2	7
Désagrément causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / <i>Unzüchtige Belästigung</i>	--	--
Inceste / <i>Inzest</i>	--	--

créant un danger collectif /**Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen**

Incendie intentionnel (dont tentative: 0 ; complicité: 7) <i>Brandstiftung (davon Versuch : 0 ; Gehilfenschaft : 7)</i>	11	10
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	8	2
Explosion / <i>Verursachung einer Explosion</i>	1	--
Emploi sans dessein délictueux ou par négligence / <i>Gefährdung ohne verbrecherische Absicht. Fahrlässige Gefährdung</i>	--	--

Fausse monnaie. falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / *Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht*

Fabrication de fausse monnaie / <i>Geldfälschung</i>	--	1
Mise en circulation de fausse monnaie / <i>In Umlaufsetzen falschen Geldes</i>	2	1
Imitation de billets de banque sans dessein de faux / <i>Nachmachen von Banknoten ohne Fälschungsabsicht</i>	--	--

Faux dans les titres / *Urkundenfälschung*

Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i>	--	3
Faux dans les certificats / <i>Fälschung von Ausweisen</i>	9	5

contre les communications et la paix publiques / *gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden*

Entrave à la circulation publique / <i>Störung des öffentlichen Verkehrs</i>	--	--
Entrave aux services d'intérêt général / <i>Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen</i>	5	--
Actes préparatoires délictueux / <i>Strafbare Vorbereitungshandlungen</i>	--	--
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / <i>Störung der Glaubens- und Kultusfreiheit</i>	--	--
Discrimination raciale / <i>Rassendiskriminierung</i>	4	--
Atteinte à la paix des morts / <i>Störung des Totenfriedens</i>	2	--

contre l'autorité publique / *gegen die öffentliche Gewalt*

Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / <i>Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte</i>	9	6
Opposition aux actes de l'autorité / <i>Hinderung einer Amtshandlung</i>	18	13
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	20	6
Soustraction d'objets mis sous main de l'autorité / <i>Bruch amtlicher Beschlagnahme</i>	--	--

contre l'administration de la justice / *gegen die Rechtspflege*

Dénonciation calomnieuse / <i>Falsche Anschuldigung</i>	3	3
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	4	--
Faux témoignage / <i>Falsches Zeugnis</i>	--	--
Faire évader des détenus / <i>Befreiung von Gefangenen</i>	--	1

b) Autres lois fédérales / *Andere Bundesgesetze*

• sur les stupéfiants / <i>Betäubungsmittel</i>	233	165
Crimes et délits: 19 ; Contraventions: 140 ; Cas bénins: 6/ <i>Verbrechen und Vergehen: 19; Übertretungen: 140; Leichter Fall: 6</i>		

	2006	2007
• sur la circulation routière / <i>Strassenverkehr</i>		
Vol d'usage / <i>Entwendung zum Gebrauch</i>	29	40
Conduite sans permis / <i>Fahren ohne Führerausweis</i>	81	88
Conduite en état d'ivresse / <i>Fahren in angetrunkenem Zustand</i>	23	18
Infractions suivies d'accident / <i>von einem Unfall gefolgte strafbare Handlungen</i>	57	46
Contraventions diverses / <i>Verschiedene Übertretungen</i>	311	264
• sur le séjour et l'établissement des étrangers / <i>Aufenthalt und Niederlassung von Ausländern</i>	14	3
• sur les armes / <i>Waffen</i>	23	10
• sur les transports publics / <i>Transportgesetz</i>	219	134
• sur la police des chemins de fer / <i>Eisenbahnpolizei</i>	13	19
• sur la navigation intérieure / <i>Binnenschifffahrt</i>	3	5
• sur la protection des animaux / <i>Tierschutz</i>	--	--
• sur la protection de l'environnement / <i>Umweltschutzgesetz</i>	2	--
• sur la protection des eaux / <i>Gewässerschutzgesetz</i>	--	--
• sur les épizooties / <i>Tierseuchengesetz</i>	--	--
c) Lois cantonales / kantonale Gesetze		
• sur les établissements publics et la danse / <i>öffentliche Gaststätten und Tanz</i>	26	13
• sur la pêche et la chasse / <i>Fischerei und Jagd</i>	1	3
• d'application du CP / <i>EGStGB</i>	62	34
• d'application du CC / <i>EGZGB</i>	--	2
• sur les appareils et les salons de jeu / <i>Spielapparate und Spielsalons</i>	3	3
• autres lois cantonales / <i>andere kantonale Gesetze</i>	--	1

8. Décisions rendues par le Juge unique et par la Chambre / *Durch den Einzelrichter und die Kammer gefällte Entscheide*

I. Jugements / *Urteile*

Mesures de protection / *Schutzmassnahmen*

Surveillance / <i>Aufsicht</i>	--	11
Assistance personnelle / <i>Persönliche Betreuung</i>	17	13
Maintien de l'assistance personnelle / <i>Beibehaltung der persönlichen Betreuung</i>	5	4
Placement familial / <i>Unterbringung in einer geeigneten Familie</i>	--	1
Placement dans un établissement d'éducation ouvert / <i>Unterbringung in einer offenen Einrichtung</i>	5	10
Placement dans un établissement d'éducation fermé / <i>Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung</i>	--	1
Maintien dans une maison d'éducation <i>Beibehaltung in einen Erziehungsheim</i>	2	1
Changement de mesure / <i>Änderung der Massnahme</i>	1	3
Traitement ambulatoire / <i>Ambulante Behandlung</i>	3	4
Accompagnement / <i>Begleitung</i>	22	55

Peines / *Strafen*

Réprimande / <i>Verweis</i>	14	7
Réprimande avec délai d'épreuve / <i>Bedingter Verweis</i>	--	--
Prestation personnelle (travail) / <i>Persönliche Leistung (Arbeit)</i>	71	73
Prestation personnelle avec sursis / <i>Bedingt persönliche Leistung</i>	--	18
Prestation personnelle avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte persönliche Leistung</i>	--	12
Amende avec sursis / <i>Bedingte Busse</i>	14	7

	2006	2007
Amende avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte Busse</i>	--	7
Amende sans sursis / <i>Unbedingte Busse</i>	35	31
Privation de liberté avec sursis / <i>Bedingter Freiheitsentzug</i>	41	31
Privation de liberté avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingter Freiheitsentzug</i>	--	5
Privation de liberté sans sursis / <i>Unbedingter Freiheitsentzug</i>	24	13
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / <i>Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)</i>	--	1
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / <i>Persönliche Leistung (Präventionskurs)</i>	1	2
Cumuls / Verbindung		
Peine + peine / <i>Strafe + Strafe</i>	--	5
Peine + mesure de protection / <i>Strafe + Schutzmassnahme</i>	--	24
Exemption de peine / Strafbefreiung	14	14
Acquittement / Freispruch	58	70
Décisions administratives et d'exécution / Administrativ- und Ausführungsentscheide		
Inscription au casier judiciaire / <i>Eintragung ins Strafregister</i>	30	51
Radiation du casier judiciaire / <i>Löschung im Strafregister</i>	--	--
Révocation du sursis / <i>Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	11	5
Renonciation à révoquer le sursis / <i>Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	6	8
Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>	2	--
Refus de radiation du casier judiciaire / <i>Verweigerung der Löschung im Strafregister</i>	--	--
Libération conditionnelle accordée / <i>Bedingte Freilassung gewährt</i>	3	2
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / <i>Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen</i>	1	3
Fin de mesure / <i>Beendigung der Massnahme</i>	18	27
Fin d'accompagnement / <i>Beendigung der Begleitung</i>	6	15
Conversions		
Conversion d'amende en privation de liberté / <i>Umwandlung der Busse in Freiheitsentzug</i>	42	19
Conversion prestation personnelle en amende / <i>Umwandlung der persönlichen Leistung in Busse</i>	--	14
Conversion prestation personnelle en privation de liberté / <i>Umwandlung der persönlichen Leistung in Freiheitsentzug</i>	--	1
Demande de conversion de privation de liberté en prestation personnelle / <i>Gesuch um Umwandlung des Freiheitsentzuges in persönlicher Leistung</i>	--	--
Demande de conversion d'amende en prestation personnelle / <i>Gesuch um Umwandlung der Busse in persönlicher Leistung</i>	--	3
II. Ordonnances pénales / Strafbefehle		
• Réprimande / <i>Verweis</i>	350	272
• Amende / <i>Busse</i>	266	215
• Prestation personnelle (travail) / <i>Persönliche Leistung (Arbeit)</i>	157	161
• Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / <i>Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)</i>	27	25
• Prestation personnelle (cours sur la drogue) / <i>Persönliche Leistung (Präventionskurs)</i>	25	4
III. Cours d'éducation routière / Verkehrserziehungskurse		
Ordonnés par la police et contrôlés par le Juge / <i>Von der Polizei angeordnet und vom Richter überwacht</i>	74	25

G. Préfectures / Oberämter

Activité judiciaire des préfets Richterliche Tätigkeit der Oberamt männer

	Saïne Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Plaintes et dénonciations / Strafanträge und Strafanzeigen								
1. Tentatives de conciliation / Schlichtungsversuche	549	54	141	68	54	74	27	967
ayant abouti / <i>erfolgreich</i> ayant échoué, transmises au juge compétent / <i>gescheitert, dem zuständigen Richter übermittelt</i>	347	27	61	28	32	25	14	534
en suspens / <i>hängig</i>	197	20	39	30	11	32	8	337
	5	7	41	10	11	17	5	96
2. Transmises d'office au juge compétent / von Amtes wegen dem zuständigen Richter übermittelt	120	14	32	3	7	12	18	206
3. Ordonnances pénales / Strafbefehle	9925	959	1501	1901	322	642	491	15741*
définitive / <i>endgültige</i>	9800	945	1451	1866	314	618	473	15467
Frappées d'opposition, dossiers transmis au juge / <i>Einsprache erhoben, Akten dem Richter übermittelt</i>	125	14	50	35	8	24	18	274
TOTAL	10594	1027	1674	1972	383	728	536	16914

'A noter que le nombre d'ordonnances pénales a sensiblement augmenté (23 % par rapport à 2006). Jamais jusqu'à ce jour il n'avait dépassé les 14'000.

Man beachte, daß die Anzahl der Strafbefehle merklich gestiegen ist (23% im Vergleich zu 2006). Nie bis heute hatte sie 14' 000 überschritten.

Notices explicatives concernant le tableau

1. Première rubrique : tentatives de conciliation

S'agissant des infractions qui, selon le code pénal suisse, ne se poursuivent que sur plainte, le préfet est, en procédure fribourgeoise (art. 149 al. 1 CPP), le magistrat conciliateur. Si la conciliation aboutit, le préfet statue sur les frais (art. 149 al. 3 CPP). Si la tentative de conciliation échoue, le préfet transmet la plainte au juge compétent.

2. Deuxième rubrique: dénonciations transmises d'office au juge compétent

Il arrive souvent que des dénonciateurs nantissent le préfet de leurs doléances, alors que celui-ci n'est pas compétent pour les traiter. Dans de tels cas, le préfet transmettra aussitôt la dénonciation au juge compétent.

3. Troisième rubrique: ordonnances pénales

Dans les affaires de leur compétence, en matière de circulation routière notamment, les préfets peuvent, sur la base des pièces, rendre une ordonnance sommaire fixant la peine et statuant sur les frais. Non frappées d'opposition, ces ordonnances deviennent définitives passé le délai de trente jours (art. 192 CPP).

Si, au contraire, le condamné use de son droit d'opposition, le préfet doit renvoyer la cause en jugement ou renoncer à la poursuite pénale (art. 194 al. 2 CPP). Lorsque les éléments fournis à l'appui de l'opposition nécessitent des opérations d'instruction, le préfet transmet le dossier au juge d'instruction (art. 194 al. 3 CPP).

Ergänzende Erklärungen zu vorstehender Tabelle

1. Erste Spalte: Vermittlungsversuche

Handelt es sich um eine nur auf Antrag verfolgbare Straftat, so schreitet der Oberamtmann zunächst zu einem Vermittlungsversuch (Art. 149 Abs. 1 StPO). Wird der Strafantrag zurückgezogen, so entscheidet der Oberamtmann über die Kostenfrage (Art. 149 Abs. 3 StPO). Wird der Strafantrag nicht zurückgezogen, so überweist der Oberamtmann die Strafsache dem zuständigen Richter.

2. Zweite Spalte: Überweisung von Amtes wegen

Oft wird dem Oberamtmann die Begehung einer von Amtes wegen verfolgbareren Straftat bekannt oder gemeldet, für deren Beurteilung er nicht zuständig ist. Solche Fälle hat der Oberamtmann unverzüglich dem zuständigen Richter zu überweisen.

3. Dritte Spalte: Strafbefehle

Der Oberamtmann kann in Angelegenheiten, die in seine Zuständigkeit fallen, hauptsächlich bei leichteren Verstößen gegen das Strassenverkehrsgesetz, Strafbefehle erlassen, in welchen er die Strafe festsetzt und über die Kosten entscheidet. Verlangt der auf diese Art Verurteilte nicht innerhalb von dreissig Tagen das ordentliche Verfahren, erwächst der Strafbefehl in Rechtskraft (Art. 192 StPO).

Erhebt der Verurteilte Einsprache gegen den Strafbefehl, hat der Oberamtmann die Sache der urteilenden Behörde zu überweisen oder auf die Strafverfolgung zu verzichten (Art. 194 Abs. 2 StPO). Erfordern die in der Einsprache vorgebrachten Gründe Untersuchungshandlungen, so übermittelt der Oberamtmann die Akten dem Untersuchungsrichter (Art. 194 Abs. 3 StPO).

REGLEMENTS, CIRCULAIRES, DIRECTIVES ET RECOMMANDATIONS/

REGLEMENTE, RUNDSCHREIBEN, RICHTLINIEN UND EMPFEHLUNGEN

Requêtes de prolongation du délai pour la liquidation d'une procédure de faillite et la communication à l'autorité cantonale de surveillance de l'institution d'une administration spéciale page 72

Gesuche um Verlängerung der Frist für die Beendigung eines Konkursverfahrens
Mitteilung der Einsetzung von ausseramtlichen Konkursverwaltungen an die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer Seite 73

Etablissement des extraits de jugements pour le casier judiciaire page 74

Erstellung der Urteilsauszüge für das Strafregister - Rundschreiben Seite 75

Actes de disposition sur le compte des pupilles page 76

Verfügungen über das Mündelvermögen Seite 76

Requêtes de prolongation du délai pour la liquidation d'une procédure de faillite et la communication à l'autorité cantonale de surveillance de l'institution d'une administration spéciale

1. En vertu de l'art. 270 LP, la procédure de faillite doit être close dans le délai d'un an. Sur requête, l'autorité de surveillance peut prolonger ce délai de six mois au plus, ce à plusieurs reprises dans les cas particuliers.
2. Les demandes de prolongation de délai seront présentées avant l'écoulement du délai courant. Elles indiqueront la date de la déclaration de faillite, la durée de la prolongation requise ainsi qu'une brève motivation.
3. Dans les faillites qui ont été prononcées depuis plus de deux ans, la motivation de la requête de prolongation doit indiquer au moins:
 - a. l'état de la procédure de faillite ;
 - b. une description des mesures prises depuis la dernière prolongation de délai; si des créances ont été cédées en application de l'art. 260 LP, il faut également demander aux créanciers concernés des informations sur les mesures d'exécution et en faire état;
 - c. les motifs de la nouvelle prolongation de délai avec une estimation du temps encore nécessaire.
4. La clôture d'une procédure de faillite prolongée à une ou plusieurs reprises sera communiquée à l'autorité de surveillance.
5. Si un état de collocation ne peut être établi dans le délai prévu à l'art. 247 LP, la prolongation de délai (60 jours) ne nécessite pas d'autorisation.
6. Si une administration spéciale est instituée, l'Office cantonal des faillites doit en informer l'autorité de surveillance conformément à l'art. 43 OAOF et attirer expressément l'attention de l'administration spéciale sur l'existence de la présente circulaire.
7. Cette circulaire entre en vigueur le 1er juin 2007 et remplace celle du 19 décembre 2006.

Gesuche um Verlängerung der Frist für die Beendigung eines Konkursverfahrens

Mitteilung der Einsetzung von ausseramtlichen Konkursverwaltungen an die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

1. Nach Art. 270 SchKG ist das Konkursverfahren innerhalb eines Jahres abzuschliessen. Die Aufsichtsbehörde kann die Jahresfrist auf Gesuch hin um höchstens sechs Monaten verlängern, in besonderen Fällen auch mehrmals.
2. Gesuche um Fristverlängerung sind vor Ablauf der jeweils laufenden Frist zu stellen. Sie haben das Datum der Konkurseröffnung, die Dauer der nachgesuchten Verlängerung sowie eine kurze Begründung zu enthalten.
3. In Konkursverfahren, deren Eröffnung länger als zwei Jahre zurückliegt, muss die Begründung eines Verlängerungsgesuches mindestens enthalten:
 - a. der Stand des betreffenden Konkursverfahrens;
 - b. eine Schilderung der seit der letzten Fristverlängerung getroffenen Massnahmen; wurden im Verfahren Rechtsansprüche in Anwendung von Art. 260 SchKG abgetreten, so empfiehlt es sich, auch Informationen über die Vollzugsmassnahmen seitens der betreffenden Gläubiger zu verlangen und darüber zu berichten;
 - c. die Gründe für eine erneute Fristverlängerung, verbunden mit einer Schätzung des restlichen Zeitaufwandes.
4. Der Schluss von ein- oder mehrmals verlängerten Konkursverfahren ist der Aufsichtsbehörde speziell mitzuteilen.
5. Im Falle, dass ein Kollokationsplan nicht innerhalb der Frist gemäss Art. 247 SchKG (60 Tage) aufgestellt werden kann, bedarf es zur Fristverlängerung keiner Bewilligung.
6. Wird eine ausseramtliche Konkursverwaltung eingesetzt, so hat das Konkursamt die Aufsichtsbehörde gemäss Art. 43 KOV zu verständigen und die ausseramtliche Konkursverwaltung ausdrücklich auf das vorliegende Kreisschreiben hinzuweisen.
7. Dieses Kreisschreiben tritt am 1. Juni 2007 in Kraft und ersetzt die Weisung vom 19. Dezember 2006.

Établissement des extraits de jugements pour le casier judiciaire – lettre circulaire

Un tribunal pénal d'arrondissement a saisi l'occasion de son inspection annuelle par une délégation du Tribunal cantonal pour attirer l'attention de celui-ci sur le problème suivant, relatif à l'établissement des extraits de jugements dans les causes ayant fait l'objet d'un recours en appel :

En effet, conformément à une directive de la Cour d'appel pénal du 6 décembre 2000, lorsqu'un recours en appel est rejeté (parce que la peine prononcée en première instance est confirmée), il revenait jusqu'ici au greffe du Tribunal pénal d'arrondissement concerné (cas échéant, au greffe de la Chambre pénale des mineurs) d'établir l'extrait de jugement en vue de son inscription au casier judiciaire. Or, dans un tel cas de figure, les extraits produits par Tribuna ne sont pas exacts puisque, sous la rubrique "*Autorité statuant en dernière instance*" apparaît non pas la Cour d'appel du Tribunal cantonal (quand bien même elle a statué puisqu'elle est entrée en matière sur le recours) mais la juridiction dont le jugement a été querellé. Un autre inconvénient de cette pratique réside dans l'impossibilité pour le greffe concerné de respecter le délai de deux semaines prévu à l'art. 11 de l'ordonnance sur le casier judiciaire (RS 331), le dossier ne lui étant le plus souvent pas restitué en temps utile par le Tribunal cantonal.

Aussi est-il apparu à la Cour d'appel pénal à la fois plus logique et plus expédient que le greffe du Tribunal cantonal se charge désormais d'établir les extraits de jugements dans toutes les causes où elle est entrée en matière sur le recours, sans distinguer selon que le celui-ci est admis (en tout ou partie) ou rejeté.

Reste désormais aux greffes des tribunaux d'arrondissement et de la juridiction pénale des mineurs la charge d'établir les extraits de jugements dans les cas suivants :

- en l'absence de recours (une fois que le délai pour faire appel est échu) ;
- lorsque le recours est déclaré irrecevable ou qu'il est retiré;
- lorsque l'appel conduit au renvoi de la cause en première instance pour nouveau jugement, une fois que celui-ci sera rendu (et pour autant qu'il ne fasse pas à son tour l'objet d'un recours recevable, cf. ci-dessus).

Cette nouvelle répartition des tâches entre immédiatement en vigueur.

Erstellung der Urteilsauszüge für das Strafregister – Rundschreiben

Ein Bezirksgericht hat die Gelegenheit der jährlichen Inspektion durch eine Abordnung des Kantonsgerichts benutzt, um auf folgendes Problem im Zusammenhang mit der Erstellung der Urteilsauszüge in den Fällen hinzuweisen, in denen eine Berufung eingereicht wurde:

Im Fall der Abweisung der Berufung und der Bestätigung der erstinstanzlich ausgesprochenen Strafe war es gemäss einer Weisung des Strafappellationshofs vom 6. Dezember 2000 bislang an der Gerichtsschreiberei des betroffenen Bezirksstrafgerichts (bzw. der Jugendstrafkammer), den Urteilsauszug zuhanden des Strafregisters zu erstellen. Allerdings sind in diesem Fall die mittels Tribuna erstellten Auszüge nicht korrekt, weil unter der Rubrik *"in letzter Instanz erkennende Behörde"* nicht der Strafappellationshof des Kantonsgerichts erscheint (obwohl dieser auf die Berufung eingetreten ist und ein Urteil gefällt hat), sondern jene Gerichtsbehörde, deren Urteil angefochten wurde. Ein weiterer Nachteil dieser Praxis besteht darin, dass es für die betroffene Gerichtsschreiberei unmöglich ist, die in Art. 11 der Verordnung über das Strafregister (SR 331) vorgegebene Frist von zwei Wochen einzuhalten, da ihr die Akten vom Kantonsgericht meist nicht rechtzeitig zurückgesandt werden.

Es erscheint dem Strafappellationshof aus diesen Gründen logischer und sachdienlicher, dass die Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts in Zukunft sämtliche Urteilsauszüge in jenen Fällen erstellt, in denen er auf eine Berufung eingetreten ist, ohne dabei zu unterscheiden, ob diese (ganz oder teilweise) gutgeheissen oder abgewiesen wurde.

Damit haben die Gerichtsschreibereien der Bezirksgerichte und der Jugendstrafkammer inskünftig noch in folgenden Fällen den Urteilsauszug zu erstellen:

- wenn keine Berufung eingelegt wird (nach Ablauf der Berufungsfrist);
- wenn auf die Berufung nicht eingetreten oder diese zurückgezogen wird;
- wenn die Berufung zu einer Rückweisung der Angelegenheit zu neuem Urteil an die Vorinstanz führt und dieses gefällt worden ist (soweit gegen das neue Urteil nicht erneut Berufung eingelegt wird, vgl. oben).

Diese neue Aufgabenteilung ist ab sofort anwendbar.

Chambre des tutelles 22 mai 2007

Lettre-circulaire aux présidents des tribunaux civils d'arrondissement et au Président de la Conférence des justices de paix

Actes de disposition sur le compte des pupilles

Nous avons appris qu'un tuteur général a déposé plainte pénale pour abus de confiance commis au préjudice de sa pupille, âgée de 86 ans. L'auteur a usé d'une procuration pour retirer plus de 33'000 francs du compte de cette dernière.

C'est le lieu de rappeler l'exigence de la signature collective à deux (tuteur et membre de l'autorité tutélaire) sur le compte du pupille pour tous les actes de disposition dépassant l'entretien courant de celui-ci (cf. Rapport du Tribunal cantonal pour l'exercice 2006, p. 17 let. a).

Nous vous invitons, en votre qualité de président(e) de l'autorité inférieure de surveillance, à vérifier que ces instructions sont respectées dans tous les cercles de justice de paix de votre arrondissement.

Vormundschaftskammer 22. Mai 2007

Kreisschreiben an die Präsidenten der Bezirksgerichte und an den Präsidenten der Konferenz der Friedensgerichte

Verfügungen über das Mündelvermögen

Das Kantonsgericht hat erfahren, dass ein Amtsvormund Strafantrag wegen Veruntreuung gestellt hat, weil vom Konto eines 86-jähriges Mündels ein 33'000 Franken übersteigender Betrag abgehoben wurde. Der Täter hat mit einer Vollmacht gehandelt.

Wir rufen in Erinnerung, dass über den laufenden Unterhalt des Mündels hinaus Verfügungen über das Mündelvermögen nur mit Kollektivunterschrift zu zweien (Vormund und Mitglied der Vormundschaftsbehörde) vorgenommen werden dürfen (vgl. Rechenschaftsbericht des Kantonsgerichts 2006, S. 34).

Wir ersuchen deshalb die Präsidenten der Bezirksgerichte, in ihrer Eigenschaft als untere Aufsichtsbehörde, zu überprüfen, dass alle Friedensgerichtskreise ihres Bezirkes diesen Weisungen folgen.